



# AFRICAN MEDIA BAROMETER

**Première analyse locale du paysage médiatique  
en Afrique**



## CÔTE D'IVOIRE 2009

**French/English Version**

# TABLE DES MATIERES

## **Secteur 1** **7**

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la constitution et protégée par d'autres lois.

## **Secteur 2** **23**

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance, et la viabilité

## **Secteur 3** **37**

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.

## **Secteur 4** **49**

Les médias pratiquent un niveau élevé de normes professionnelles

## **ENGLISH** **65**

African Media Barometer  
Ivory Coast 2009 (English Version)

# Le Barometre des Medias Africains

En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (Media Institute for Southern Africa, MISA) le projet médias de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (fesmedia Africa) a pris l'initiative de créer le Baromètre des Médias Africains (BMA) en avril 2005, un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères déterminés localement. Le BMA est le premier système qui permet une description profonde et évaluation compréhensive des environnements médiatiques sur le continent africain.

Une grande partie des indices de référence dérive de la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique » mise au point par la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (African Commission for Human and Peoples' Rights, ACHPR)<sup>1</sup> et adoptée en 2002. Cette déclaration s'inspirait elle-même largement des conférences tenues à Windhoek/Namibie sur les thèmes de l'indépendance des medias (1991) et de la Charte Africaine de radio-télédiffusion (2001).

À la fin de 2008, 23 pays de l'Afrique australe ont été couverts par le BMA. Les pays qui avaient commencé l'exercice en 2005 ont été revisités en 2007. Ainsi le baromètre pour la toute première fois met en disposition des données comparables pour l'évaluation du développement dans un pays sur une période de deux ans.

Les indicateurs de 2009 ont été révisés et amendés. En outre, de nouveaux indicateurs tels que ceux qui ont trait aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont été introduits<sup>2</sup>.

**Méthodologie:** Une commission d'experts est réunie dans chaque pays, composée à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large. Ces experts sont membres de cette commission en leur capacité personnelle et non comme représentants de leurs organisations respectives. La commission doit se composer de dix à douze membres. Ils se réunissent bi-annuellement dans une retraite de deux jours afin de procéder, au cours d'une discussion de fond, à un exercice d'auto-évaluation, mené sur base de critères indicateurs. Ils déterminent ainsi les notations chiffrées pour chaque critère indicateur. La réunion est présidée par un consultant indépendant, qui veille à s'assurer que les résultats sont bien comparables les uns aux autres. Les rapports obtenus sont communiqués au public.

---

1 La CADHP est l'organe de l'Union Africaine (UA) qui fait autorité et qui a le mandat d'interpréter la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.

2 Par conséquent, dans certains cas il n'est pas possible (n/a) de comparer certains indicateurs du rapport de 2005 et de 2007, en particulier lorsqu'ils ont été introduits récemment ou qu'ils ont été amendés. Evidemment, ce facteur doit aussi être pris en compte pour comparer les indices du secteur pris dans son ensemble.

**Système de notation:** On demande aux membres de la commission de donner une note pour chaque critère indicateur, à la suite du débat de fond, au cours d'un vote anonyme et selon la grille suivante:

|          |                                                                                                                                                       |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>1</b> | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>2</b> | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>3</b> | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>4</b> | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>5</b> | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Les notes pour chaque secteur sont déterminées de la manière suivante: les membres de la commission, après débat de fond en commun, attribuent leur note (de 1 à 5) à chaque indicateur d'un secteur. La somme des notes individuelles est ensuite divisée par le nombre de membres du jury. Cette moyenne est considérée comme la note finale du sous critère indicateur.

Le rapport qualitatif, notes comprises, vise à évaluer le progrès ou autrement l'évolution du paysage médiatique dans une période du temps donnée (sur la base des réunions biannuelles de la commission).

**Rolf Paasch,**  
**Chef du projet médias en Afrique (fesmedia Africa)**  
**Friedrich-Ebert-Stiftung,**  
**Windhoek, Namibie**

# BAROMETRE DES MEDIAS EN AFRIQUE – CÔTE D'IVOIRE 2009

## Executive Summary

La Constitution de la République de Côte d'Ivoire souligne avec force l'attachement du pays aux valeurs démocratiques, le respect et la protection des libertés fondamentales, individuelles et collectives. Dans son préambule, la Constitution proclame l'adhésion du peuple de Côte d'Ivoire « aux droits et libertés tels que définis dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 et dans la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981 ». Malgré le principe de la liberté d'expression affirmé dans la Constitution, les lois et les textes réglementaires, le plein exercice de cette liberté d'expression a connu des difficultés liées dans une certaine mesure aux conséquences de la crise politico-militaire que traverse le pays depuis la fin des années 1990. La crise a été exacerbée surtout avec le déclenchement de la guerre civile faisant suite au coup d'Etat manqué du 19 septembre 2002.

A la suite de nombreux Accords dont ceux de Linas-Marcoussis (2003) et de Pretoria, c'est véritablement les Accords de Ouagadougou en 2007 qui ont amorcé la réunification et la réconciliation du pays. Un gouvernement d'union nationale a été mis en place dirigée par le dirigeant de la rébellion des Forces Nouvelles, Guillaume Soro, qui sous le Président Laurent Gbagbo, prépare actuellement les élections générales devant se tenir en novembre 2009.

Ancienne colonie française, la Côte d'Ivoire est devenue indépendante le 07 août 1960. La population actuelle est estimée à 20 millions d'habitants. La monnaie utilisée est le Franc CFA qui était lié au franc français, puis actuellement à l'Euro. Un (1) euro équivalait à 655,995 FCFA. A la mort du premier président Félix Houphouët-Boigny, le 7 décembre 1993, le président de l'assemblée nationale d'alors Henri Konan Bédié a assuré l'intérim avant d'être finalement confirmé dans sa fonction de président de la république.

Cependant une guerre de succession entre Henri Konan Bédié et Alassane Dramane Ouattara le dernier premier ministre du président Houphouët-Boigny a plongé le pays dans une crise devant aboutir au coup d'état de décembre 1999 par le Général Robert Guéi. Ce dernier a organisé en 2000 des élections générales, auxquelles il a pris part en excluant certains membres de l'opposition. La victoire de Laurent Gbagbo a été obtenue dans le sang lorsque le Général Guéi a tenté par la force de manipuler les résultats du vote. Dans cette tirade entre le Président Laurent Gbagbo, le Général Guéi et ceux qui ont été exclus des élections de 2000 intervient le coup d'état manqué de 2002 qui a déclenché la guerre civile devant prendre fin avec les accords de Ouagadougou en 2007.

Malgré la période de guerre où le pays était divisé en deux, l'adoption de la législation sur la presse et la communication audiovisuelle en décembre 2004 a été une révolution à l'issue d'une large concertation avec les acteurs des médias : un long processus qui a commencé en 1992, au début du « printemps de la presse » marquée par la loi sur la presse de 1991, jugée liberticide par les journalistes et les acteurs des médias.

La Côte d'Ivoire est signataire des instruments internationaux qui protègent les libertés en général dont la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, le traité de la CEDEAO, relatifs aux libertés publiques et à la liberté de la presse. La liberté d'expression est effectivement encadrée par plusieurs dispositions légales pour organiser et aménager les espaces de liberté des uns et des autres, dans les conditions fixées par le législateur ivoirien et conformément à la Déclaration de Principes sur la Liberté d'Expression en Afrique.

La loi 2004-643 portant régime juridique de la presse fait bien la différence entre le délit de presse et le délit par voie de presse. Cette loi dépénalise tous délit de presse, mais sanctionne au pénal tout délit par voie de presse : incitation au vol, au pillage, à la violence, au meurtre ; incitation à la haine tribale, religieuse, ou raciale, à la xénophobie ; incitation des forces de sécurité à la désobéissance .....

L'édition d'un journal ou d'une publication écrite en Côte d'Ivoire n'est soumise à aucune autorisation préalable. Une simple déclaration y suffit : « avant la parution de tout journal ou écrit périodique, il sera fait au Parquet du Procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le siège du journal ou de l'écrit périodique, une déclaration de publication. En revanche, la société éditrice d'un journal ou d'un périodique écrit doit justifier de son existence légale, de son enregistrement au registre du commerce, de la régularité de sa situation vis-à-vis du fisc et des institutions de prévoyance sociale.

Selon les modalités de délivrance des autorisations d'usage des fréquences de radiodiffusion et télévision le Conseil national de la Communication et de l'Audiovisuel lance des appel à candidature. Une commission d'examen des dossiers d'appel d'offres ou d'appels à candidature apprécie l'intérêt de chaque projet pour le public, au regard des impératifs prioritaires notamment la sauvegarde du pluralisme des courants d'expression socioculturels et fait des recommandations au CNCA qui décide de l'attribution des fréquences.

Le paysage médiatique ivoirien offre au public une large variété de sources d'informations. Une centaine de radios dont la radio nationale, les radios rurales, les radios privées commerciales, les radios privées non commerciales et quelques radios internationales assurent, sur la modulation de fréquence (FM), une couverture quasi complète du territoire. Une vingtaine de quotidiens et une soixantaine de périodiques d'information paraissent régulièrement dans les kiosques.

L'exercice de la profession de journaliste en Côte d'Ivoire est défini par la loi 2004-643 du 31 décembre 2004 portant régime juridique de la presse. Le critère primordial d'accès est la formation professionnelle. Celle-ci doit être sanctionnée par un diplôme supérieur délivré par une école professionnelle de journalisme ; ou à défaut une licence ou une maîtrise quelconque permettant au postulant d'accéder à la profession de journaliste après une ou deux années de formation professionnelle au sein d'une rédaction..

Sur la question de la protection des sources la loi est sibylline et laisse la porte ouverte aux abus même s'il n'y en a pas encore eu. Quant au principe de l'accès à l'information, il est abondamment proclamé dans les différents instruments juridiques et réglementaires mais n'est pas organisé par la loi.

La loi 2004-644 portant régime juridique de la communication audiovisuelle a été adoptée le 14 décembre 2004 et promulguée le 31 décembre de la même année. Cependant le Conseil d'administration de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) n'est ni le reflet de la diversité de la société ivoirienne, ni responsable devant le public, encore moins désigné de façon démocratique. Les relations entre le CNRA et ce conseil d'administration de la RTI restent très distantes : cela explique la politisation exagérée des nominations à la RTI.

La presse ivoirienne a adopté le 29 août 1992, sur l'initiative de l'UNJCI, un Code de déontologie du Journaliste Professionnel. En 1995, l'Observatoire de la Liberté de Presse, de l'Éthique et de la Déontologie (OLPED) a été mis en place pour faire appliquer le code de déontologie. Mais, à partir de la crise politico-militaire qui a frappé le pays, les médias ont attaché de moins en moins d'importance au respect de l'éthique, de la déontologie et des normes professionnelles.

En dehors des entreprises de presse publiques (*RTI* et *Fraternité Matin*), les médias ivoiriens du secteur privé n'offrent guère de conditions salariales et professionnelles adéquates. Ceci étant, la corruption reste endémique dans la presse ivoirienne, sous des formes variées et à divers échelons. Les syndicats et le patronat sous la houlette de l'UNJCI ont fait adopter en février 2008 une convention collective qui reste encore très mal appliquée.

Les organisations de la société civile ne soutiennent véritablement la liberté de la presse que lorsqu'elles se sentent affectées dans leur droit à l'expression. Cela se résume souvent à des déclarations et à des communiqués plus ou moins repris par les médias.

# SECTEUR 1:

**La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la constitution et protégée par d'autres lois.**



# La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la Constitution et protégée par d'autres lois.

## 1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la Constitution et protégée par d'autres lois.

La loi fondamentale de la République de Côte d'Ivoire souligne avec force l'attachement du pays aux valeurs démocratiques telles que le respect et la protection des libertés fondamentales, individuelles et collectives. Dans son préambule, plus précisément, la Constitution affirme que le peuple de Côte d'Ivoire « proclame son adhésion aux droits et libertés tels que définis dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948 et dans la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples de 1981 ».

La liberté d'expression, en particulier, est traitée dans les articles 9 et 10 de ladite Constitution. A condition de respecter la loi, les droits d'autrui, la sécurité nationale et l'ordre public, « la liberté de pensée et d'expression, notamment la liberté de conscience, d'opinion religieuse ou philosophique sont garanties à tous » par la Constitution.

De plus, le texte constitutionnel assure que « chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses idées ». Ici également, la jouissance de ce droit est liée à l'interdiction de toute propagande ayant pour but ou pour effet de faire prévaloir un groupe social sur un autre, ou d'encourager la haine raciale ou religieuse.

En droite ligne des dispositions de la loi fondamentale, les lois sur la presse et la communication audiovisuelle en Côte d'Ivoire consacrent la primauté de la liberté. Ainsi, l'article premier de la loi 2004-643 du 14 décembre 2004 portant régime juridique de la presse dispose que « la parution de tout journal ou écrit périodique est libre ». Quant à l'article 4 de ladite loi, elle ajoute que la distribution de tout journal ou écrit périodique est également libre.

Dans le même esprit, la loi 2004-644 du 14 décembre 2004 portant régime juridique de la communication audiovisuelle dispose que « la communication audiovisuelle est libre ».

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |  |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur:

4.9

## 1.2 Le droit à la liberté d'expression s'exerce et les citoyens, y compris les journalistes, revendiquent leurs droits sans crainte.

Bien que le principe de la liberté d'expression soit complètement acquis en vertu de la Constitution, des lois et des textes réglementaires, son plein exercice est sujet à caution. La précarité de la liberté d'expression et, dans une certaine mesure, de la liberté de la presse s'explique par la conjoncture exceptionnelle que traverse la Côte d'Ivoire depuis l'éclatement de la crise politico-militaire à la fin des années 1990. Malgré tout, certains membres du panel prennent le président Laurent Gbagbo au mot. Selon eux, « la parole est libérée » et depuis l'entrée en vigueur de la loi de 2004 portant régime juridique de la presse, aucun journaliste n'a été véritablement inquiété.

A contrario, d'autres membres du panel évoquent « des cristallisations liées à certaines questions ». Les citoyens, en général, et les journalistes, en particulier, sont parfois frileux par rapport à certains sujets, même si cela ne les empêche pas de les traiter. Les groupes sociaux et religieux ou associations à caractère politique sont particulièrement sensibles. En août 2009, un documentaire intitulé « Le vrai visage des religieux » a valu à son réalisateur – le journaliste de la RTI Yo Claude Armand – des menaces.

La Fédération estudiantine de Côte d'Ivoire (FESCI) constitue une menace sur la liberté d'expression tant sur le campus universitaire qu'en dehors de l'espace universitaire. Le 21 mai 2007, l'organisation estudiantine a violemment attaqué le siège de la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO), situé non loin de l'Université, pendant que s'y tenait une conférence de presse de la Coordination des Enseignants du Supérieur au sujet des motivations d'un mouvement de grève du corps professoral.

Un panéliste reconnaît que « certes, il y a le cas de la FESCI qui est une sorte de monstre. Mais c'est un cas qu'il faut régler autrement ». À son avis, la Fédération reste un cas isolé qui ne signifie en rien qu'il y a une peur de s'exprimer.

Un autre membre du panel pense que les entraves à la liberté d'expression ne sont pas aussi négligeables et isolées qu'on veut le faire croire. Au paroxysme de la crise politico-militaire, les ivoiriens affichaient leur origine géographique ou leur appartenance ethnique non sans crainte. En 2004, lors de l'Opération Dignité lancée par les autorités pour reconquérir par la force Bouaké et, partant les zones sous contrôle rebelle, des journalistes et des rédactions (*Le Patriote*, *Le Nouveau Réveil*, 24 Heures, *Le Libéral*, ...) ont été attaqués à Abidjan par les Jeunes Patriotes qualifiée par l'un des panélistes de « groupe déviationniste ». Les jeunes partisans du Président Laurent Gbagbo se sont également signalés en janvier 2006 par l'occupation de la RTI (Radiodiffusion Télévision Ivoirienne) et par une série d'agressions contre les journalistes et les organes de presse favorables à l'opposition politique et aux Forces Nouvelles. Ils réclamaient, cette fois là, le départ des Casques Bleus et de la Force Licorne de la Côte d'Ivoire.

Au plan judiciaire, la dépénalisation des délits de presse n'empêche pas le Procureur d'avoir, par un artifice de procédure, une possibilité d'écrouer des journalistes en les convoquant parfois en fin de semaine et en les plaçant en garde à vue. Le 27 février 2007, le directeur de publication et un journaliste du *Nouveau Réveil*, respectivement Denis Kah Zion et André Silver Konan, ont ainsi été convoqués à la brigade de recherche de la gendarmerie nationale et placés en garde à vue pour « délit d'offense au Chef de l'Etat », suite à un article paru une semaine auparavant. Le même jour, des journalistes du quotidien *l'Inter*, le rédacteur en chef Charles d'Almeida et le journaliste politique Hyppolite Oulaï étaient également convoqués par la gendarmerie au sujet d'un article mettant en cause le Président de la République dans l'affaire des déchets toxiques déversés à Abidjan.

Il reste que bien avant la crise politico-militaire et sous le régime de la loi de 1991, les journalistes ivoiriens ont connu une période encore plus sombre, marquée par la condamnation de journalistes à de lourdes peines de prison.<sup>1</sup> C'est pendant cette période qu'un ministre, le Général Ouassina Gaston, fit administrer une inadmissible correction corporelle au journaliste Aboudramane Sangaré de *La Voie* pour un titre à la « une » allusif à l'honneur de sa famille.

1 En 1994, le directeur de publication de *Le Patriote* Hamed Bakayoko, le directeur de publication de *La Voie* Aboudramane Sangaré et les journalistes Souleymane T. Senn, Jacques Préjean, César Etou, Freedom Neruda ont été condamnés à des peines allant de 1 à 3 ans de prison pour divers chefs d'inculpation.

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |                                                                                   |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur: 3.4

## 1.3 Il n'y a aucune loi limitant la liberté d'expression telle que des lois excessives sur les secrets officiels/d'État et le délit de presse, ou des lois qui empiètent de façon irraisonnable sur les responsabilités des médias.

La liberté d'expression est effectivement encadrée par plusieurs dispositions légales en Côte d'Ivoire. D'ailleurs, les panélistes admettent qu'il puisse exister de telles mesures pour organiser et aménager les espaces de liberté des uns et des autres, dans les conditions fixées par le législateur ivoirien et conformément à la Déclaration de Principes sur la Liberté d'Expression en Afrique.<sup>2</sup>

En Côte d'Ivoire, les délits de presse<sup>3</sup> tels que définis par la loi 2004-643 portant régime juridique de la presse ne peuvent valoir à leurs auteurs des peines d'emprisonnement.

Mais, dans certains cas, des peines privatives de liberté sont appliquées conformément à l'article 174 du Code Pénal qui dispose que : « quiconque par geste, propos, cri ou menace, par écrit, image, dessin, imprimé, document, placard ou affiche ou tout autre moyen sonore ou visuel, soit dans un lieu public ou ouvert au public, soit par un moyen permettant le contact visuel ou auditif du public provoque directement soit au vol, soit aux crimes de meurtre, pillage, incendie ou destruction d'édifices, soit à l'une des infractions prévues par le présent chapitre est puni :

- 2 Celle-ci engage les pays signataires à faire en sorte que « toute restriction à la liberté d'expression soit imposée par la loi, serve un objectif légitime et soit nécessaire dans une société démocratique ».
- 3 Les délits contre la chose publique, les délits contre les personnes et les biens, les délits contre les Chefs d'Etat et les agents diplomatiques étrangers, les contraventions aux publications interdites et les délits contre les institutions et leurs membres.

- 1) Dans le cas où cette provocation est suivie d'effet de la même peine que les auteurs de l'infraction ;
- 2) Dans le cas où cette provocation n'est pas suivie d'effet, de « l'emprisonnement « d'un à cinq ans et d'une amende de 300.000 à 3.000.000 de francs (Loi no 95-522 du 06/07/1995).

Le Code Pénal poursuit, en son article 175 : « Est puni des peines portées à l'article 174 (2) :

- 1) Quiconque par l'un des moyens visés audit article :
  - a) Fait l'apologie des crimes de meurtre, de pillage, d'incendie ou de destruction d'édifices, de vol, des crimes contre le droit des gens et des infractions prévues au chapitre 2 du présent titre ;
  - b) Lance des appels au public dans le dessein de faire désapprouver l'Autorité et de provoquer la solidarité avec un ou plusieurs condamnés pour l'une des infractions prévues par l'article précédent ou par l'alinéa premier du présent article.
- 2) Quiconque organise des collectes en vue du paiement des condamnations pécuniaires prononcées pour l'une de ces infractions.

## Scores:

**Notes individuelles:**

[illegible]

Moyenne de l'indicateur: 4.3

#### 1.4 Le gouvernement s'efforce d'honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté des médias.

A l'avis de l'un des panélistes, le gouvernement de la Côte d'Ivoire est « avant-gardiste » s'agissant de la signature des instruments internationaux qui protègent les libertés en général.

La Côte d'Ivoire a notamment signé la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.<sup>4</sup>

La Côte d'Ivoire a adopté tous les instruments juridiques régionaux, en particulier ceux de la CEDEAO, relatifs aux libertés publiques et à la liberté de la presse.

## Scores:

### Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 4.6

## 1.5 Les publications écrites ne sont pas soumises à une autorisation préalable des pouvoirs publics.

L'édition d'un journal ou d'une publication écrite en Côte d'Ivoire n'est soumise à aucune autorisation préalable. Une simple déclaration y suffit. L'article 6 de la loi portant régime de la presse précise : « avant la parution de tout journal ou écrit périodique, il sera fait au Parquet du Procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le siège du journal ou de l'écrit périodique, une déclaration de publication... Une copie de la déclaration et les modifications ultérieures transmises au Parquet du Procureur de la République seront mises par celui-ci à la disposition du Conseil National de la Presse dans un délai de quinze jours ».

L'article 7 de la même loi précise que « la déclaration de publication faite par écrit et signée du directeur de publication est déposée auprès du Procureur de la République. Il lui en est délivré un récépissé dans les quinze jours. Le refus de délivrance du récépissé doit être motivé. Le Procureur de la République adresse copie du récépissé au Conseil National de la Presse dans un délai de quinze jours ».

Selon le régime de déclaration, à l'issue du délai de 15 jours, le journal peut être publié, même sans la délivrance du récépissé. Cependant, dans le cas de figure,

<sup>4</sup> Celle-ci engage les pays signataires à faire en sorte que « toute restriction à la liberté d'expression soit imposée par la loi, serve un objectif légitime et soit nécessaire dans une société démocratique ».

*«...pour assainir  
le milieu au  
moment où  
le métier de  
journaliste  
était devenu  
un métier  
précaire avec des  
entreprises de  
presse fictives»*

le non respect des formalités administratives auprès du Procureur de la République avant publication du journal peut exposer à des sanctions disciplinaires du Conseil National de Presse (CNP) qui est l'organe étatique de régulation de la presse écrite : art 39 de la loi portant régime juridique de la presse.

En revanche, la société éditrice d'un journal ou d'un périodique écrit doit justifier de son existence légale, de son enregistrement au registre du commerce, de la régularité de sa situation vis-à-vis du fisc et des institutions de prévoyance sociale. En un mot, le promoteur doit d'abord créer une entreprise en bonne et due forme avant de publier un journal ou un périodique. Le document attestant la constitution de l'entreprise de presse est partie du dossier de la déclaration de publication déposée au parquet du Procureur de la République.

La corporation des journalistes, à travers les syndicats et les associations professionnelles, ont pesé de tout leur poids afin d'imposer ce verrou « pour assainir le milieu au moment où le métier de journaliste était devenu un métier précaire avec des entreprises de presse fictives » expliquent les panélistes.

La situation est loin d'être à la totale satisfaction des professionnels des médias, mais la nouvelle loi a permis, dans ce domaine, de faire des progrès substantiels.

## Scores:

**Notes individuelles:**

- [illegible]

Moyenne de l'indicateur: 5.0

**1.6 Il n'y a pas de loi qui limite ou restreint l'entrée dans la profession de journaliste et la pratique.**

L'exercice de la profession de journaliste en Côte d'Ivoire est, de par la loi 2004-643 du 31 décembre 2004 portant régime juridique de la presse, encadré et assujéti à des conditions très précises.

Le critère primordial d'accès est la formation professionnelle. Celle-ci doit être sanctionnée par un diplôme supérieur délivré par une école professionnelle de journalisme. Néanmoins, une licence ou une maîtrise quelconque permet au postulant d'accéder à la profession de journaliste après une ou deux années de formation professionnelle au sein d'une rédaction..

A cela s'ajoute l'exercice effectif de la profession, à titre principal et sur une base régulière et rémunérée ; dans une entreprise de presse soumise à Convention collective ou au statut général de la Fonction publique ivoirienne.

Enfin, la qualité de journaliste professionnel est attestée par la carte d'identité de journaliste professionnel.

Lors de ses dernières délibérations, en 2008-2009, la commission paritaire de la carte nationale d'identité professionnelle a délivré 425 cartes, dont 356 à des journalistes professionnels et 69 à des professionnels de la communication. Auparavant, la plus récente commission s'était tenue en 2000-2001. A cette occasion, 463 cartes avaient été distribuées. Entre les deux délibérations, la commission n'a pas fonctionné, ce malgré l'entrée massive de nouveaux journalistes).

Toutes ces mesures pour de l'exercice de la profession ne sont nullement ressenties comme une limite ni une contrainte. Pour les panélistes elles constituent des dispositions positives initiées par les organisations professionnelles pour organiser et encadrer la corporation dans le secteur des médias. Les panélistes se félicitent, au contraire, du fait que la loi a opportunément consacré cette volonté des journalistes d'assainir leur corporation. D'ailleurs, la concertation entre les pouvoirs publics et les acteurs des médias sur la question de la commission d'attribution de la carte de presse est en passe d'être conclue par le renforcement des garde-fous contre une trop grande porosité des frontières de la profession de journaliste.

## Scores:

**Notes individuelles:**

- [illegible]

Moyenne de l'indicateur: 5.0



**1.7 La protection des sources confidentielles d'information est garantie par la loi/ou les tribunaux.**

La loi n° 2004-643 du 31 décembre 2004 dispose en son article 28 qu'« en dehors des cas où la loi lui en fait l'obligation, le journaliste professionnel n'est pas tenu de révéler ses sources d'information ». Or, le texte ne fait aucune référence aux dispositions susceptibles de constituer une exception à cette règle. A l'avis de la plupart des panélistes, la formulation de l'article 28 de la loi laisse à désirer et ouvre la voie à de possibles interprétations abusives. Mais, une autre lecture laisse entendre que la loi est ainsi faite pour anticiper de futures dispositions légales.

Quoi qu'il en soit, les journalistes attirés devant le juge ont toujours déployé un trésor d'imagination pour se soustraire à une telle obligation. Le défunt journaliste Diégou Bailly en a donné une mémorable illustration. Du temps où il était au quotidien *Le Jour*, avait simplement mis à son compte une caricature parue dans son journal pour ne pas avoir à dévoiler l'identité du véritable auteur de la planche incriminée (cette dernière phrase n'est pas très explicite de ce que tu voulais exprimer).

## Scores:

**Notes individuelles:**

|          |                                                                                                                                                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| <b>1</b> | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>2</b> | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>3</b> | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>4</b> | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>5</b> | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Moyenne de l'indicateur: 3.4

**1.8 L'information publique est facilement accessible, garantie par la loi à tous les citoyens, y compris les journalistes.**

Il n'y a pas une loi spécifique sur l'accès à l'information. Cependant les principes du droit du public à l'information et de l'égal accès à l'information sont abondamment proclamés dans les différents instruments juridiques et réglementaires ivoiriens. Mais, c'est dans leur application et leur effectivité que le bât blesse.

D'une part, la volonté politique de mettre l'information à la disposition de tous les citoyens, particulièrement des journalistes, n'est pas toujours évidente. Les

panélistes observent que non seulement toutes les administrations publiques (ministères, institutions, etc.) ne disposent pas de mécanisme de communication avec le public ; mais, le cas échéant, elles ne livrent pas toujours toute l'information utile. Il en est ainsi de certains secteurs névralgiques ou sensibles. A titre d'exemple, les panélistes citent notamment l'absence de statistiques fiables sur les ressources pétrolières et minières, de même que des chiffres fiables dans le secteur de la santé.

*les « obstacles  
psychologiques » ne  
sont pas à négliger.*

De surcroît, l'accès aux sources d'information est rendu plus difficile par de nombreuses contraintes physiques ou techniques. Les Archives Nationales de la Côte d'Ivoire et d'autres institutions du même genre en sont l'illustration parfaite. Bien que riches des ressources documentaires exceptionnelles, ces centres sont inaccessibles à cause de leur gestion archaïque. Les technologies de l'information et de la communication ne sont pas toujours exploitées à bon escient, voire sont inexistantes.

L'Etat civil illustre également les lacunes de la gestion et de l'accessibilité de l'information. Une partie de l'Etat civil ivoirien est encore géré par la France. Au début de la crise ivoirienne, des journalistes ivoiriens qui s'étaient rendus dans la ville de Nantes aux fins de faire des recherches sur l'Etat civil de certaines personnalités ivoiriennes se sont vus opposer une fin de non recevoir.

Enfin, les « obstacles psychologiques » ne sont pas à négliger . Outre l'inclination des fonctionnaires à ne divulguer l'information qu'après avoir acquis l'autorisation de leur hiérarchie, il semble exister une certaine culture de la rétention de l'information liée sans doute à une certaine culture du secret bien ancrée dans la société ivoirienne en général.

En conséquence de l'accès difficile aux sources d'information, la presse ivoirienne a tendance à prêcher le faux pour avoir le vrai. Ce qui n'est pas sans poser des problèmes d'éthique et de déontologie.

## Scores:

**Notes individuelles:**

- [illegible]

**Moyenne de l'indicateur:**

## 2.3

**1.9 Les sites web et les blogs ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir une autorisation préalable des pouvoirs publics.**

Aucune disposition légale ou réglementaire ne fait obligation aux promoteurs de sites web ou de blogs de déclarer aux pouvoirs publics ni de solliciter auprès de ceux-ci une autorisation préalable.

## Scores:

Notes individuelles:

|   | 1                                                                                                                                                     | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |   |   |   |   |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |   |   |   |   |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |   |   |   |   |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |   |   |   |   |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |   |   |   |   |

Moyenne de l'indicateur: 5.0

**1.10 L'Etat ne cherche pas à bloquer ou à filtrer le contenu d'Internet à moins qu'il n'y ait des dispositions légales qui servent des intérêts légitimes et qui sont nécessaires dans une société démocratique.**

Globalement, les autorités ne cherchent pas à filtrer encore moins à bloquer le contenu d'Internet. D'ailleurs, la législation applicable en la matière ne prévoit aucune exception qui pourrait justifier une telle démarche.

Cependant, l'un des panélistes évoque le cas du site de l'une des organisations parties prenantes de la crise ivoirienne, en l'occurrence le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), dont le site semble avoir été à un moment donné piraté pour être dirigé vers un site pornographique à l'intérieur du pays. Alors, les internautes ivoiriens ne pouvaient accéder aux contenus originaux du site qu'en dehors du pays..

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |  |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur:

4.9

## 1.11 La société civile en général, et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.

Certes, les médias figurent sur l'agenda des organisations de la société civile. Mais, cette société civile reste relativement politisée et ne mène pas d'action concertée pour défendre la liberté des médias. Ceci étant, le soutien du mouvement citoyen à la presse ivoirienne n'est certainement pas à la mesure des attentes de celle-ci. Il se résume souvent à des déclarations et à des communiqués plus ou moins repris par les médias ; moins par les médias publics que par la presse privée. Ce qui fait dire à l'un des panélistes que « ce n'est pas que la société civile ne réagit pas. C'est que les déclarations ne sont pas entendues parce qu'elles ne passent pas ».

*... "ce n'est pas que la société civile ne réagit pas. C'est que les déclarations ne sont pas entendues parce qu'elles ne passent pas"*

Pour le reste, le mouvement citoyen est plus enclin à se mobiliser pour l'accès équitable ou égale des citoyens aux médias publics.

Cette situation s'explique en partie par la profonde division de la société civile, à l'image de l'ensemble de la société ivoirienne, entre des intérêts politiques et socioculturels aux antipodes. De l'aveu de certains acteurs de la société civile participant au panel, « à un moment, nous sommes tous devenus partisans ». C'est ainsi que les prises de position des organisations de la société civile vis-à-vis des médias reflétaient leur affiliation politique ou leur obédience.

Même au sein des groupes de pression des médias, le soutien aux organes de presse et aux professionnels des médias en difficulté n'est pas systématique. En 2004,

*...« à un moment,  
nous sommes tous  
devenus partisans »*

par exemple, lors des attaques des kiosques présentant certains journaux indexés par la vindicte populaire, « personne ne s'est offusqué de la dictature de la pensée unique ».

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |   |   |   |   | ✓ | ✓ | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  | ✓ | ✓ |   | ✓ |   |   | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |   |   | ✓ |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Moyenne de l'indicateur:

1.8

## 1.12 La législation sur les médias est le résultat de concertations approfondies entre les institutions, les citoyens, et les groupes d'intérêts.

La loi 2004-643 portant régime juridique de la presse et la loi 2004-644 portant régime juridique de la communication audiovisuelle sont l'aboutissement d'un long processus qui a commencé en 1992, au début du « printemps de la presse » qui a emboité le pas à l'ouverture démocratique en 1990. Dès l'entrée en vigueur de la loi sur la presse de 1991, jugée liberticide par les journalistes, les acteurs des médias, sous la direction de l'Union Nationale de Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI), et leurs partenaires ont entamé une rude bataille pour l'amendement de ladite loi.

De batailles en concertations, de lourdes condamnations en gestes d'apaisement, l'agenda des journalistes a rencontré l'engagement politique Président Laurent Gbagbo qui dans l'opposition avait promis de ne jamais faire condamner un journaliste à la prison pour délit de presse. Le chef de l'Etat ivoirien a cependant précisé la motivation de cet engagement à l'ouverture d'ouverture du 10ème anniversaire du RIARC : «... on n'emprisonne pas les journalistes. Quand on va en prison, on sort en héros. Or moi, je ne veux pas fabriquer de héros contre moi. Donc, je n'emprisonne pas les journalistes, ni d'ailleurs mes adversaires politiques. C'est l'expérience que je voudrais partager avec les autres hommes politiques en Afrique et dans le tiers-monde».

Malgré les avancées indéniables de la loi de 2004 par rapport à celle de 1991 en ce qui concerne, entre autres, la libéralisation de l'espace audiovisuel, le statut du journaliste, le statut de l'entreprise de presse, la régulation des médias..., l'UNJCI « marque des réserves sur certaines dispositions contraires à l'esprit de l'avant projet de la loi. Notamment, en ce qui concerne la désignation des directeurs généraux des médias d'Etat par appel à candidature par l'entremise des structures de régulation et aussi le statut de Directeur de Publication qui devrait être un professionnel ».

Par ailleurs, l'amélioration du cadre juridique, réglementaire et institutionnel des médias figure toujours en bonne place dans les accords politiques de règlement de la crise ivoirienne (Accords de Linas Marcoussis, Accords de Pretoria, Accords de Ouagadougou, etc.).

## Scores:

### Notes individuelles:

|          |                                                                                                                                                       |  |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| <b>1</b> | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| <b>2</b> | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| <b>3</b> | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| <b>4</b> | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| <b>5</b> | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur: 4.9

Note du secteur 1: 4.1\*

\* Les indicateurs de 2009 ont été révisés, amendés et de nouveaux indicateurs tels que ceux qui ont trait aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ont été introduits. Par conséquent, dans certains cas il n'est pas possible (n/a) de comparer certains indicateurs du rapport de 2005 et de 2007, en particulier lorsqu'ils ont été introduits récemment ou qu'ils ont été amendés. Évidemment, ce facteur doit aussi être pris en compte pour comparer les indices du secteur pris dans son ensemble.



# SECTEUR 2:

**Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance, et la viabilité**



## Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance, et la viabilité

### 2.1 Une large gamme de sources d'informations (écrites, audiovisuelles, Internet) est disponible et accessible aux citoyens.

Le paysage médiatique ivoirien offre au public une large variété de sources d'informations. Une centaine de radios dont la radio nationale, les radios rurales, les radios privées commerciales, les radios privées non commerciales et quelques radios internationales assurent, sur la modulation de fréquence (FM), une couverture quasi complète du territoire. Une vingtaine de quotidiens et une soixantaine de périodiques d'information paraissent régulièrement dans les kiosques.

Quant à la télévision hertzienne, les téléspectateurs ivoiriens doivent se contenter de l'offre des deux chaînes de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne notamment RTI1 et TV2 qui ne couvre que la région d'Abidjan et ses environs. Des chaînes étrangères sont également accessibles sur les ondes à titre onéreux (Canal+ Horizons) ou en accès gratuit (Africable) via le satellite et le MMDS.

La libéralisation de la télévision est annoncée par les autorités. Une étude commanditée par le Ministère de la Communication a été menée par le cabinet français Media Consulting Group et remise officiellement à Mr Ibrahima SY SAVANE, actuel Ministre de la Communication, le 8 juillet 2008. Les experts recommandent au gouvernement ivoirien « la libéralisation par étape, avec dans un premier temps la création de deux chaînes privées gratuites dont le champ de couverture pourrait être circonscrit à Abidjan et ses environs immédiats avant d'être étendu bien plus tard à l'ensemble du territoire national ».

A cela, s'ajoute la diffusion d'une grande partie des médias écrits et audiovisuels sur Internet. Par ailleurs des Web TV et des Web radios font leur apparition. Sur Internet, un million d'Ivoiriens se connectent tous les jours, soit un taux de pénétration de 5%. Dans la capitale le coût de la connection ADSL est de 20 000 FCFA (30 euros).

Malgré la pluralité médiatique et la diversité de l'offre éditoriale, certaines poches territoriales restent en marge de la circulation de l'information. Il s'agit, pour l'essentiel, de zones rurales mal desservies par les sociétés de distribution de la presse ou qui ne reçoivent les journaux que le lendemain voire plusieurs jours après la parution de ceux-ci.

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |                                                                                   |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur:

5.0

## 2.2 L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux n'est pas restreint par les autorités étatiques.

L'accès aux médias nationaux et internationaux a pu connaître quelques ruptures du fait du régulateur surtout pendant les périodes de tensions qui ont marqué la crise politico-militaire. Ainsi, pour le cas le plus retentissant, Radio France Internationale (RFI) a été suspendue à plusieurs reprises par le Conseil National de la Communication Audiovisuelle. En 2004, la radio a notamment été suspendue pendant 24 heures (entre le 15 et le 16 mai) suite au traitement du rapport de l'ONU sur les événements du 25 mars 2004.

Le CNCA a une nouvelle fois suspendu la diffusion de la radio internationale française en modulation de fréquence sur le territoire ivoirien le 13 juillet 2005 « pour traitement non professionnel de l'information et diffusion de fausses informations ». Suite à plusieurs rencontres entre les deux parties et un règlement à l'amiable, le Conseil national de la Communication Audiovisuelle lèvera l'interdiction de diffusion de RFI le 13 mai en échange d'engagements de RFI en matière de collecte et de traitement de l'information sur la Côte d'Ivoire.

Mais, le 31 janvier 2008, la radio internationale sera à nouveau suspendue « pour non respect des engagements écrits et de la parole donnée, notamment en ce qui concerne l'implantation d'un correspondant permanent à Abidjan ». Cette sanction a été levée par le CNCA dès le constat de l'arrivée d'un correspondant permanent de RFI, en la personne de Mr Norbert Navarro, le 6 mai 2008.

Le 5 janvier 2007, le CNCA a ordonné la suspension d'Africa N°1 de la bande FM sur tout le territoire de la Côte d'Ivoire « pour arriérés de redevances d'un montant cumulé de 22.500.000 FCFA (vingt deux millions cinq cents mille

francs) au titre des exercices 2003, 2004 et 2006 ». En vertu d'un accord signé avec l'Etat du Gabon en juin 2007, lesdits arriérés ont été apurés. Ce qui conduisit le CNCA à autoriser la reprise de la diffusion de la radio en modulation de fréquence le 20 août 2007.

Enfin, le CNCA a pris quelques mesures de suspension à l'encontre de certaines radios de proximité (Radio Yopougon en octobre 2001 au motif que la chaîne a diffusé en direct et en intégralité une conférence de presse animée par Mr Henri Konan Bédié, en violation des dispositions de l'article 6 du décret n°95-714 du 13 Septembre 1995 fixant les règles de fonctionnement des radios de proximité : « Il est interdit à un exploitant de radio de proximité de produire et de diffuser des émissions à caractère commercial, ou de nature politique .... ».

De son côté, le Conseil National de la Presse mène une bataille sans merci contre les publications illégales, celles qui ont été créées ces derniers mois en violation des dispositions de la loi de 2004 (constitution d'une société, enregistrement, fisc, etc.) et au mépris des normes professionnelles. Le Conseil reproche à ces publications illégales de partager illégalement un marché de la presse déjà fragile avec des entreprises de presses légales et rigoureusement astreintes aux obligations de la profession. Le CNP a enjoint les imprimeries de ne pas tirer lesdits journaux sous peine de sanctions. En juin 2008, le CNP avait accordé un moratoire de 45 jours au Groupement des Editeurs de Presse de Côte d'Ivoire (GEPCI) pour que ces publications (qui en sont les principaux membres) se mettent en règle vis-à-vis de la législation.

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |  |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur:

4.5



temps du parti unique, il n'y avait pas d'intervention intempestive, juste quelques cas d'excès de zèle ». Ainsi, un correcteur a été licencié sans autre forme de procès pour n'avoir pas décelé et corrigé une erreur dans la légende d'une photo à la une du journal, relative à la famille de feu le Président Houphouët Boigny.

Pour sa part, le Président Laurent Gbagbo s'enorgueillit de ne jamais interférer dans le travail des journalistes sauf cas de force majeure.<sup>5</sup>

Toutefois, il convient de noter qu'aucune disposition légale ou réglementaire particulière ne vise expressément à protéger le quotidien de service public de l'ingérence politique excessive ou abusive.

## Scores:

### Notes individuelles:

|          |                                                                                                                                                       |  |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| <b>1</b> | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| <b>2</b> | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| <b>3</b> | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| <b>4</b> | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| <b>5</b> | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur: 3.3

## 2.5 Une législation/régulation appropriée de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et les monopoles.

Il faut rappeler que la publication d'un journal ou d'un périodique écrit est libre en Côte d'Ivoire, pourvu que le promoteur ou l'entreprise de presse éditrice veuille à respecter les dispositions légales y afférant. En conséquence, il n'est point besoin d'une autorisation préalable pour créer un titre de presse et aucune limite n'est fixée par le législateur en matière de propriété, de concentration des médias, de monopole ou de concurrence.

5 « Il n'y a vraiment aucun journaliste qui peut dire ici que j'ai appelé sa rédaction pour dicter tel article ou me plaindre de telle chose. Si, une fois, *Fraternité Matin*, un journal gouvernemental, avait annoncé un titre en pleine crise en 2003. Il avait annoncé une interview d'un Ministre qui allait expliquer pourquoi nous ne sommes pas rentrés dans Bouaké. J'estimais (parce que c'est une explication que j'avais donnée) que cela allait plus envenimer la situation. J'ai appelé le Ministre pour lui dire de retirer son interview et d'appeler *Fraternité Matin* pour lui dire de ne pas la publier. Mais, c'était pour des questions de paix et de guerre. Ce n'était pas pour des questions de gouvernance ordinaire » ([www.cotedivoire-pr.ci](http://www.cotedivoire-pr.ci)).



d'assainissement pour avancer prudemment sur la voie de la libéralisation de la télévision.

Mais, dans la pratique, la tâche est plus ardue que dans la théorie. En dépit des bonnes intentions, le paysage audiovisuel ivoirien reste caractérisé par l'absence de chaînes de télévision privées et par le nombre limité de radios privées commerciales (Nostalgie, Radio Jam). Pendant ce temps, les radios privées non commerciales (radios de proximité, radios rurales, radios écoles, radio ONUCI, radios confessionnelles, etc.) foisonnent dans le cadre de cahiers des charges plus ou moins contraignants. En effet, les radios de proximité, par exemple, n'avaient pas le droit, jusqu'à une date relativement récente, de diffuser de la publicité de marque et des informations à caractère politique. Désormais, les radios de proximité ont la possibilité de traiter l'information politique, à condition de compter dans leur rédaction au moins un journaliste professionnel, et de diffuser de la publicité commerciale.

Les panélistes se félicitent toutefois de mesures concrètes prises par les autorités afin de renforcer la viabilité économique des entreprises de presse. L'aide directe à la presse prévue par le gouvernement, à travers le Fonds de Soutien et de Développement de la Presse (FSDP), s'élève en principe à 3,6 milliards de FCFA. En réalité, le Fonds a été approvisionné de 1,3 milliards. Ce qui a provoqué une véritable levée de bouclier d'une partie de la presse. Une autre partie des médias estime que cette dotation est en soi une avancée notable, bien que loin des chiffres annoncés.

Au titre de l'aide indirect, le panel cite l'amnistie fiscale et l'abandon des taxes consentis par les autorités compétentes, ainsi que l'abattement fiscal effectif pour 3 ans à compter de l'année 2005.

## Scores:

### Notes individuelles:

|          |                                                                                                                                                       |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                                     |                          |                                     |                                     |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |                          |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <b>1</b> | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>2</b> | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>3</b> | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>4</b> | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>5</b> | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/>            | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Moyenne de l'indicateur:

3.6





La RTI 1, télévision de service public, complète le tableau. Mais, de nombreux ivoiriens déplorent la piètre programmation de la cette chaîne . A l'occasion de la remise officielle d'un car de transmission à la chaîne publique en mois 2009, le Président Laurent Gbagbo n'a pas hésité à exprimer son insatisfaction face à l'image que la RTI offre de la Côte d'Ivoire à l'étranger<sup>6</sup>.

L'accès des Ivoiriens aux médias publics ne fait pas l'objet de restriction décidée par les autorités étatiques. Toutefois, le panel note que dans le champ politique, les déclarations des opposants sont souvent « commentées » par les journalistes alors que les propos des tenants et des sympathisants du pouvoir sont diffusés comme tels.

D'un autre côté, les espaces de liberté aménagés par les médias publics ne sont pas entièrement ou convenablement occupés par les bénéficiaires. C'est ainsi que lors des élections de 2000, le quotidien de service public *Fraternité Matin* a dû publier des pages vierges faute de contenus et de projets de certains candidats de l'opposition auxquels ces pages étaient destinées ou en raison du caractère haineux ou illégal des propos tenus par ceux-ci.

## Scores:

Notes individuelles:

[illegible]

Moyenne de l'indicateur: 3.4

6 « Quand nous tombons sur une chaîne, où les gens dansent, c'est que nous sommes en Afrique. Je ne suis pas contre la danse. Je veux seulement dire qu'on ne peut pas présenter que la danse. Ce n'est pas cela toute la culture de la Côte d'Ivoire que l'on veut faire voir au monde. Ce qui est important, c'est de capter la culture de chaque région. Nous pouvons faire de grands programmes culturels nous-mêmes. C'est nous-mêmes qui devons remplir nos programmes... J'ai demandé au Ministre de l'Intérieur de créer une dizaine de régions. Il y aura une antenne de la RTI dans chaque région pour mieux faire la promotion des valeurs culturelles. Il faut une télévision qui réconcilie tous les ivoiriens. Ainsi, personne ne se sentira frustré. L'égalité de tous les fils de la Côte d'Ivoire devant la télévision, pour moi, ce sera la plus grande réforme »



éditoriale est plus favorable au gouvernement ou aux pouvoirs en place. Du coup, le quotidien national *Fraternité Matin* profite de la part la plus importante du marché publicité.

Il reste que pour se prémunir d'une quelconque influence, en dehors de leur chapelle politique ou de toute autre nature, certains journaux partisans (*Notre Voie*, *Le Patriote*, *Le Matin d'Abidjan*, *Le Courrier*, *Le Temps*, etc.) ne comptent pas sur la publicité commerciale, mais sur les subsides des organisations et des personnalités politiques pour lesquelles ils mènent leur combat.

Néanmoins, le modèle économique le plus courant est celui dans lequel la publicité est la principale source de revenus, soit quelque 70% du chiffre d'affaire.

## Scores:

Notes individuelles:

|          |                                                                                                                                                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| <b>1</b> | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>2</b> | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>3</b> | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>4</b> | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>5</b> | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Moyenne de l'indicateur: 4.8

**2.11 Le marché de la publicité est suffisamment important pour soutenir une diversité d'organes de presse.**

A l'image du marché publicitaire de toute la sous région ouest-africaine, celui de la Côte d'Ivoire n'est guère lisible, en l'absence de statistiques fiables et mises à jour. Autant que certains membres du panel puissent se rappeler, il était de plusieurs milliards de FCFA en 1996. A l'époque, assurent-ils, il pouvait vraiment soutenir la diversité d'organes de presse. Même si le volume du marché publicitaire semble avoir connu une nette baisse en 2004, selon un membre du panel.

Aujourd'hui, les estimations les plus récentes font état d'un marché de plus de 22 milliards de FCFA, en constante progression. Les budgets de communication des compagnies de téléphonie constitueraient entre 30 et 40% du marché. Mais, les médias (presse écrite, radio et TV) doivent se disputer à présent le pactole avec d'autres supports, surtout l'affichage et, dans une moindre mesure, Internet.





# SECTEUR 3:

**La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.**

**La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public.**

**3.1 La législation sur la communication audiovisuelle a été adoptée et est appliquée, et prévoit un environnement favorable à l'audiovisuel public, commercial, et communautaire.**

La loi 2004-644 portant régime juridique de la communication audiovisuelle a été adoptée le 14 décembre 2004 et promulguée le 31 décembre de la même année. Depuis cette date, elle est applicable de plein droit et mise en œuvre dans les faits. Le titre IV, chapitre II de ladite loi traite des radiodiffusions sonores privées commerciales (articles 79 à 82), des radiodiffusions sonores privées non commerciales (articles 83 à 86), et des radiodiffusions non nationales (articles 87).

Les télévisions privées commerciales sont l'objet des articles 88 à 92. La loi traite également des télévisions privées non commerciales de l'article 95 à l'article 95. Vingt (20) articles de la loi sont enfin consacrés au service public de la radiodiffusion audiovisuelle.

## Scores:

**Notes individuelles:**

- [illegible]

**Moyenne de l'indicateur:**

## 4.9

### **3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant et adéquatement protégé par la loi contre les ingérences, et dont les membres sont nommés de façon transparente et ouverte, en concertation avec la société civile, et qui n'est pas dominé par un parti politique.**

Le Conseil National de la Communication audiovisuelle est créé par la loi 2004-644 portant régime juridique de la communication audiovisuelle. Son organisation et son fonctionnement sont régis par le décret N° 2006-278 du 23 août 2006. Le panel estime que le régulateur des médias audiovisuels est adéquatement protégé par la loi.

La loi portant création du CNCA dispose en son article 27 que le mandat de six ans des membres du Conseil « ...n'est ni révocable ni renouvelable ». Outre l'irrévocabilité du mandat de ses membres, le CNCA jouit d'une autonomie de gestion puisque son président « est ordonnateur des dépenses de l'institution » (article 44, loi 2004-644). Les ressources nécessaires au fonctionnement et à l'équipement du CNCA sont déterminées par l'organe lui-même et soumis aux autorités qui les inscrivent au budget de l'Etat. Le financement du CNCA est exclusivement constitué par la subvention de l'Etat et par la contribution des titulaires d'autorisation d'usage de fréquence, soit au maximum 2,5% de leur chiffre d'affaires, dus à partir du 24ème mois d'exploitation de ladite fréquence.

S'ils reconnaissent que la loi protège le CNCA à maints égards, certains membres du panel issus du mouvement citoyen sont plus circonspects quant à l'existence d'une concertation avec la société civile pour la nomination des membres. Pour l'un des participants au panel, toutefois, la seule présence de représentants de la société civile dans l'organe de régulation a valeur de concertation.

Le CNCA est composé de 12 membres dont un professionnel de la communication de haut niveau désigné par le Président de la République, deux personnes qualifiées désignées par le président de l'Assemblée Nationale, un représentant des organisations de défense des Droits de l'Homme et un juriste de haut niveau et d'expérience ; un magistrat désigné par le Conseil Supérieur de la Magistrature ; une personne désignée par le Président du Conseil Economique et Social ; un représentant des associations de consommateurs désigné par les groupements des associations de consommateurs ; une personne qualifiée désignée par le Ministre en charge de la Communication : cinq personnes qualifiées désignées par les organismes professionnels du secteur de la communication audiovisuelle dont un journaliste de l'audiovisuel, un professionnel des programmes audiovisuels radio, un professionnel des programmes audiovisuels télé, un ingénieur des médias et un ingénieur des télécommunications.



Ce qui fait dire à un autre membre du panel : « il est clair qu'il n'y a pas de domination d'un parti politique ».

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |  |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur: 4.4

## 3.3 L'organe régule l'audiovisuel dans l'intérêt du public, et assure l'équité et la diversité de vues représentant largement la société dans son ensemble.

Entre autres missions, le Conseil National de la Communication est chargé de « garantir l'accès, et le traitement équitables des Institutions de la République, des partis politiques, des associations et des citoyens aux organes officiels d'information et de communication ».

Dans le cadre de ce mandat, le CNCA fait chaque mois le point sur les temps d'antenne accordés aux différentes forces politiques et sociales (partis politiques, mouvements de soutien aux partis politiques, la société civile et les syndicats) sur la Première (RTI), TV2, la radio nationale, la deuxième chaîne de radio publique et sur Radio ONUCI (radio institutionnelle de la Mission des Nations-Unies en Côte d'Ivoire).

Si le panel reconnaît au régulateur un certain succès dans le contrôle de la diversité, il s'interroge sur la question de l'équité dans l'accès. Certains participants au panel s'interrogent notamment sur le fait que les interventions du Président de la République ne sont pas comptabilisées dans le temps de parole.

## Scores:

**Notes individuelles:**

- [illegible]

Moyenne de l'indicateur: 3.5

**3.4 Le diffuseur public/ d'État est responsable devant le public à travers un conseil d'administration représentatif de la société dans son ensemble et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.**

Le Conseil d'administration de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) n'est ni le reflet de la diversité de la société ivoirienne, ni responsable devant le public, encore moins désigné de façon démocratique. Sur les 12 membres du Conseil, 10 sont désignés par les Institutions de la République (Président de la République, Président de l'Assemblée Nationale, Premier Ministre) et les départements ministériels (Communication, Economie et Finances, Education Nationale, Travail, Culture, Télécommunications, Défense). La société civile et le personnel de la RTI sont représentés chacun par une personne.

## Scores:

**Notes individuelles:**

- [illegible]

Moyenne de l'indicateur: 1.8

**3.5 Les fonctionnaires nommés à des positions politiques et les membres de partis politiques, ainsi que les personnes qui ont des intérêts financiers dans le secteur de l'audiovisuel ne sont pas membres du conseil d'administration du diffuseur public/ d'État.**

Les membres du Conseil d'Administration de la RTI ne sont certainement pas réputés avoir des intérêts financiers dans le secteur de l'audiovisuel. Le cas échéant, ils ne sont pas censés siéger à ce titre là. Mais, de par leur statut de hauts fonctionnaires et de « hauts commis de l'Etat », les représentants des Institutions de la Républiques et des ministères – soit 10 des 12 membres – sont souvent des « fonctionnaires nommés à des positions politiques et [des] membres de partis politiques ».

## Scores:

**Notes individuelles:**

[illegible]

Moyenne de l'indicateur: 1.6

### 3.6 L'indépendance éditoriale du diffuseur public/ d'Etat de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée.

Les missions et les obligations de la RTI en matière d'information et d'autres programmes sont fixées par le Cahier des charges annexé à la Convention d'exploitation d'un service public de radiodiffusion et de télévision conclue entre l'Etat et le diffuseur. Mais, l'appréciation de l'application des termes du Cahier des charges divise certains membres du panel.

Toutefois, un consensus se dégage sur le fait que le diffuseur public ivoirien n'est pas à équidistance des différentes chapelles politiques et des courants religieux et de pensée. Certains membres du panel observent notamment un déséquilibre

important entre les émissions chrétiennes et les émissions musulmanes. Il reste à connaître les raisons de cette asymétrie.

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |                                                                                   |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur: 2.6

## 3.7 Le diffuseur public/ d'État est correctement financé de manière à le protéger contre toute ingérence arbitraire à travers son budget, et contre toute pression commerciale.

La Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI) est une société d'Etat conçue sur le modèle des sociétés anonymes. La loi portant régime juridique de la communication audiovisuelle dispose que « l'Etat détient la totalité du capital des organismes du secteur public ». A ce titre, les pouvoirs publics concluent des contrats d'objectifs d'une durée de 4 ans. L'article 140 de la loi N° 2004-644 précise que lesdits contrats doivent déterminer certaines obligations du concessionnaire du service public de l'audiovisuel et, notamment, « les axes prioritaires de son développement ; le coût prévisionnel de ses activités pour chacune des années concernées, et les indicateurs quantitatifs et qualitatifs d'exécution et de résultat qui sont retenus ; le montant des ressources publiques devant lui être affecté ; le montant des produits attendus des recettes propres notamment celles issues de la publicité et du parrainage ; les perspectives économiques pour les services qui donnent lieu au paiement d'un prix. »

Les principales sources de financement de la RTI sont : la subvention de l'Etat, la publicité, la redevance télévision. Mais, le financement de la RTI par le public, soit 2000 FCFA collectés à travers la facture d'électricité, n'est plus reversé à la RTI. Résultat : la télévision nationale ivoirienne vit depuis quelques années une crise financière structurelle et est régulièrement traversée par des tensions de trésorerie.

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |  |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur: 3.4

## 3.8 Le diffuseur public/ d'État est techniquement accessible sur toute l'étendue du territoire national.

La couverture du territoire national par la radiodiffusion Télévision Ivoirienne n'a jamais été complète, pour des raisons naturelles (topographiques) tout à fait compréhensibles. Au maximum de son déploiement - avant la crise ivoirienne - la première chaîne de la RTI couvrait pourtant près de 80% du territoire national. Mais, le rayon d'action de la télévision nationale s'est rétréci à moins de 50% pendant la partition du pays entre le Nord aux mains des Forces Nouvelles et le Sud sous contrôle des autorités étatiques. Dans la zone sous contrôle des FN, certaines installations d'émission de la RTI ont été complètement dégradées tandis que les équipements de production et de diffusion ont été détournés au service de la propagande de la rébellion et la chaîne rebaptisée *Télé Mutins* d'abord et plus tard *Notre Patrie*.

A la faveur des Accords de Linas-Marcoussis (2003) et des Accords de Pretoria, la réunification et la réhabilitation du service public de télévision ont été retenues comme des actions prioritaires par les acteurs politiques. Un plan évalué à 8 milliards de FCFA a été présenté aux autorités en 2005 par M. Kébé Yacouba, le Directeur Général de la RTI à l'époque.

Aujourd'hui, la plupart des émetteurs qui avaient été endommagés ont été remis en service. Selon les membres du panel, on s'achemine à nouveau vers la plus large couverture du territoire par le service public de radiodiffusion et de télévision. Cet objectif devrait être atteint dès que les derniers obstacles seront levés.

## Scores:

**Notes individuelles:**

- [illegible]

Moyenne de l'indicateur: 2.9

**3.9 Le diffuseur public/ d'État offre une programmation variée qui prend en compte tous les intérêts.**

Au sujet des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, la loi 2004-643 dispose qu'ils « ... offrent au public, pris dans toutes ses composantes, un ensemble de programmes et des services qui se caractérisent par leur diversité et leur pluralisme, leur exigence de qualité et d'innovation, le respect des droits de la personne et des principes démocratiques constitutionnels définis »

Les obligations de la RTI en matière de programmation sont précisées dans le cahier des charges annexé à la convention d'exploitation d'un service public de radiodiffusion et de télévision signée entre l'Etat et le diffuseur. Selon l'article 2 du dit cahier des charges, « Le concessionnaire, conformément à la mission d'information, d'éducation, d'enrichissement culturel et de divertissement qui lui est assignée par le décret n° 93-225 du 10 février 1993, portant création de la société d'économie mixte de type particulier dénommé Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI), conçoit ses programmes dans le souci d'apporter à toutes les composantes de la population ivoirienne, information, éducation, enrichissement culturel et divertissement. »

*“On sort d’une période difficile et nous avons besoin de mieux nous connaître. Mais que voit-on ? Rien que des telenovelas !”*

Le panel estime qu'en réalité, les programmes de divertissement de la RTI l'emportent largement sur les émissions consacrées à l'information et au développement ; de même que sur des productions telles que les documentaires. «

On sort d'une période difficile et nous avons besoin de mieux nous connaître. Mais que voit-on ? Rien que des telenovelas ! » regrette l'un des panélistes.

La société civile regrette, pour sa part, qu'il n'y ait guère d'émissions d'éducation à la citoyenneté ni sur la paix.

## Scores:

**Notes individuelles:**

[illegible]

Moyenne de l'indicateur: 2.1

**3.10 Le diffuseur public / d'État fournit des informations équilibrées et justes, reflétant l'ensemble des différents points de vue et opinions.**

Le positionnement éditorial de la RTI vis-à-vis des forces politiques et sociales en présence sur l'échiquier ivoirien est largement tributaire du contexte sociopolitique. Dans les moments les plus critiques de la crise latente dans le pays, la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne devient un parfait outil de propagande au service du pouvoir. Ce fut le cas pendant les évènements de novembre 2004 avec le siège de la RTI par les Jeunes Patriotes, concomitamment avec le déclenchement de l'Opération Dignité des Forces Armées Nationales de Côte d'Ivoire pour la reconquête du Nord. Les partisans du Président Gbagbo avaient également mis en place, par la force, une nouvelle équipe dirigeante (Directeur Général et président du Conseil d'Administration) et une équipe rédactionnelle et de présentateurs complètement acquis à la cause du Président Gbagbo et de son gouvernement.

Dans le sillage de ces évènements, les trois groupes parlementaires de l'opposition (PDCI-RDA, UDPCI et Solidarité) dénonçaient dans un communiqué la prise en otage et le musèlement des médias d'Etat.

Et même lorsque l'ambiance générale est à l'apaisement, la RTI a, selon les panélistes, du mal à garder son équilibre dans le traitement de l'information, y compris dans les rubriques non politiques. Des informations qui méritent

l'attention de tout organe de presse professionnel sont souvent passées sous silence à la RTI. En revanche, d'éventuels développements de cette actualité sont traités dès qu'une autorité se prononce là-dessus.

Le CNCA publie tous les mois un rapport de monitoring précisant les temps d'antenne accordés aux partis politiques, aux mouvements de soutien aux partis politiques, à la société civile et aux syndicats sur les médias audiovisuels publics (RTI 1, TV2, Radio nationale) et sur Radio ONUCI.

## Scores:

### Notes individuelles:

|          |                                                                                                                                                       |   |   |  |   |   |  |  |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|--|---|---|--|--|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| <b>1</b> | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |   |   |  |   | ✓ |  |  |   | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>2</b> | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  | ✓ |   |  | ✓ | ✓ |  |  | ✓ | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>3</b> | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |   | ✓ |  |   |   |  |  |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>4</b> | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |   |   |  |   |   |  |  |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>5</b> | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |   |   |  |   |   |  |  |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Moyenne de l'indicateur: 1.9

## 3.11 Le diffuseur public présente un contenu local aussi varié et créatif qu'économiquement réalisable.

Malgré l'importante proportion des contenus locaux dans sa grille des programmes, la RTI ne brille pas par la variété et l'originalité de ses émissions. Et ce n'est pas faute de ressources humaines et d'équipements de qualité. L'une des explications avancées par un membre du panel est le manque de moyens financiers de production.

Néanmoins, le panel reconnaît la créativité remarquable de la RTI en matière de contenus sportifs et musicaux.



## Scores:

### Notes individuelles:

[illegible]

Moyenne de l'indicateur: 2.0

**3.12 L'audiovisuel communautaire bénéficie d'une promotion spéciale étant donné son potentiel à améliorer l'accès aux populations pauvres et rurales.**

Il faut, selon le panel, faire la distinction entre les différentes catégories communautaires (privées non commerciales, municipales, confessionnelles, rurales, radios écoles, etc.).

Un cahier des charges spécifique a été élaboré pour les radios de proximité (les radios privées non commerciales). Comparé à celui des radios privées commerciales, ce cahier des charges est relativement allégé. L'interdiction de traiter l'information politique a été levée pour les radios qui ont, au sein de leur rédaction, au moins un journaliste professionnel. Aussi, la publicité commerciale est partiellement autorisée.

## Scores:

**Notes individuelles:**

[illegible]

Moyenne de l'indicateur: 3.9

**Note du secteur 3:** 2.9

# SECTEUR 4:

**Les médias pratiquent un niveau élevé  
de normes professionnelles**

## Les médias pratiquent un niveau élevé de normes professionnelles

### 4.1 Les médias suivent volontairement des codes de normes professionnelles qui sont appliqués par des organes d'autorégulation qui traitent les plaintes du public.

La presse ivoirienne a adopté en le 29 août 1992, sur l'initiative de l'UNJCI, un Code de déontologie du Journaliste Professionnel. Ce code reprend à son compte les normes universelles appliquées en matière de journalisme dans les plus grandes démocraties du monde.

Entre 1995 – date de création de l'Observatoire de la Liberté de Presse, de l'Éthique et de la Déontologie, OLPED – et l'an 2000, les médias ivoiriens se sont évertués à respecter l'éthique et les normes professionnelles prescrites par le code. Les journalistes ivoiriens ont, pour la plupart d'entre eux, tenu à ne pas se faire épingler par l'organe d'autorégulation.

Mais, à partir de la crise politico-militaire qui a frappé le pays, les médias ont attaché de moins en moins d'importance au respect de l'éthique, de la déontologie et des normes professionnelles.

Selon l'OLPED, le « monitoring » des médias durant ces 14 dernières années montre que les journalistes ne respectent généralement pas les normes. Pourtant, ils ne rechignent pas à comparaître devant le tribunal des pairs et, au besoin, à réparer les torts qu'ils ont causés à un tiers. Mais, l'OLPED note que les plaignants ont beaucoup de difficultés à faire respecter leur droit de réponse par les médias. Afin d'assurer un contrôle plus strict et d'analyser plus finement les contenus des médias, l'OLPED a régulièrement mis à jour sa grille d'écoute et de lecture. Signe de cette volonté, le nombre de points (manquements à l'éthique et à la déontologie) est passé de 6 à 21 ces dernières années.

Pour leur part, les instances de régulation durcissent également le ton face à la récurrence des manquements aux normes éthiques et professionnelles. Le 15 avril 2009, le Conseil National de la Presse a décidé, sur auto saisine, d'interdire la parution du quotidien *Le National* pour une durée d'un mois, du 20 avril au 19 mai 2009. Un mois auparavant, le journal s'était distingué par un article particulièrement injurieux à l'endroit d'un citoyen. En fait, le Conseil National de la Presse (CNP) a été contraint à l'action contre ce journal qui a pris pour habitude



5000 personnes, selon les estimations les plus prudentes, se serait transformé – par le fait de simples badauds – en une manifestation géante de près d'un million de personnes. Il semble y avoir un véritable problème de normes de comptabilité pour le traitement journalistique de ce genre d'information.

Par ailleurs, le CNP a plusieurs fois tiré la sonnette d'alarme ces derniers mois à propos du traitement de l'information dans les journaux. C'est ainsi que dans un communiqué du 19 janvier 2009, le régulateur de la presse écrite s'étonne des écarts notés dans le récit de deux événements survenus quelques jours auparavant : le malaise de Mr Henri Konan Bédié à Tiapoum et les affrontements entre étudiants et riverains du campus universitaire d'Adjamé. « A la lecture de tous ces comptes-rendus des journaux, le Conseil National de la Presse (CNP), à l'instar de nombreux ivoiriens, se demande si ce sont les mêmes faits qui ont été rapportés, vu les profondes divergences dans le traitement des événements.

Le CNP relève que toutes ces incohérences viennent, soit de l'incompétence des reporters de notre presse, soit de la mauvaise foi des rédactions. »

Afin de promouvoir un journalisme de qualité, l'UNJCI a lancé – il y a une douzaine d'années – le Prix d'excellence Noël X. Ebony. Pour l'édition 2009, l'un des prix va récompenser le meilleur reportage : le « Prix spécial Joseph Diomandé ». De son côté, le Conseil National de la Presse a organisé en mai 2009 la quatrième édition du Prix CNP doté de 4 lots (plume d'or, plume d'argent, plume de bronze et un prix spécial remportés respectivement par Nord-Sud, Gbich, le Nouveau Reveil et le Groupe Olympe).

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |  |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur:

1.9



**4.4. L'égalité des chances, quels que soient la race, le groupe social, le sexe, la religion, les handicaps physiques, est promue dans les organes de presse.**

Le fait le plus notable en matière d'égalité des chances est sans doute le nombre croissant et la place des femmes dans les organes de presse. Sur les 425 cartes de presse attribuées par la Commission paritaire lors de la session 2008-2009, 65 l'ont été à des professionnelles (48 journalistes et 17 professionnelles de la communication). Au sein des rédactions, les femmes sont parfois nommées à de hautes responsabilités éditoriales. Ainsi, le rédacteur en chef centrale de *Fraternité Matin* est une journaliste. De même, des desks jadis évitées aux ou par les femmes (politique et culture) en raison des contraintes sociales incompatibles avec les horaires de travail sont de plus en plus investis par les femmes journalistes.

*“Il y a des homosexuels  
dans le milieu, mais on  
n'en parle pas”*

Plusieurs cas de recrutement de personnes handicapées sont cités par des participants au panel. Par exemple, l'un des panélistes compte un ami handicapé parmi les dernières recrues du quotidien national *Fraternité Matin*.

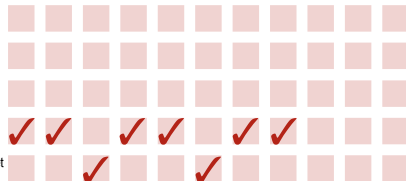
Mais, il reste qu'il n'y a pas beaucoup de handicapés physiques dans les rédactions. Encore moins certaines catégories de personnes handicapées (ex : les sourds-muets). Cependant, il faut signaler que la télévision publique fait de nombreux efforts pour traduire certains de ses contenus, notamment le journal télévisé, en langage des signes.

Malgré tout, certains tabous sont loin d'être dépassés. Il en est ainsi de l'orientation sexuelle. A l'image de la société en général, la presse ivoirienne reste clairement intransigente sur la question de l'homosexualité. « Il y a des homosexuels dans le milieu, mais on n'en parle pas » reconnaît l'un des panélistes.

## Scores:

**Notes individuelles:**

- 1 Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.
- 2 Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.
- 3 Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués.
- 4 Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.
- 5 Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.



**Moyenne de l'indicateur:**

### 4.3

#### 4.5 Les journalistes et directeurs de publication n'exercent pas l'autocensure.

Il convient, selon le panel, de distinguer l'autocensure du devoir de « la responsabilité qui impose que l'on ne publie pas certaines informations ». Il existe des cas d'autocensure dans le sens où des médias ou journalistes s'interdisent de traiter certaines informations pour des raisons loins des normes professionnelles.

*Il convient ... de distinguer  
l'autocensure du devoir de «  
la responsabilité qui impose  
que l'on ne publie pas certaines  
informations »*

## Scores:

**Notes individuelles:**

|   |                                                                                                                                                       |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |                                                                                   |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Moyenne de l'indicateur: 1.6

#### 4.6 Les propriétaires des principaux médias privés n'empiètent pas sur l'indépendance éditoriale.

La presse privée de Côte d'Ivoire est caractérisé par la mainmise des hommes politiques sur la propriété et la gestion (même à distance) des médias. La plupart des titres de presse privés sont en effet sous le contrôle de politiciens, précise un panéliste. Mais, selon un autre participant au panel, même dans les groupes de presse appartenant à un responsable apolitique, le propriétaire ne manque pas, quand il le juge nécessaire, de sacrifier l'indépendance de la rédaction à ses amitiés personnelles et aux intérêts économiques de son entreprise. D'ailleurs, cette dépendance économique est l'une des pires formes de dépendance, à l'avis d'un participant.



## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |                                                                                   |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur: 1.4

## 4.7 Les journalistes et les organes de presse sont intègres et ne sont pas corrompus.

Les panélistes conviennent que la corruption reste endémique dans la presse ivoirienne, sous des formes variées et à divers échelons. Du simple per diem plus ou moins sollicité par le journaliste pour la couverture d'un événement aux dessous de table en millions de FCFA versés aux responsables de l'organe, en passant par d'autres faveurs indues que le riche vocabulaire en la matière désigne par des formules plus imagées les unes que les autres (communiqué final, gombo, etc.).

Le problème de la corruption et du chantage dans la presse n'est pas nouveau. Au début du « printemps de la presse » et même pendant la période du parti unique, des journalistes et des organes de presse n'hésitaient pas à user du chantage. Par exemple, certains journaux annonçaient en gros titres de supposés scandales pour ensuite monnayer leur silence avec les présumés responsables impliqués, sous peine de publier l'article dans les prochains numéros. En ce qui concerne les per diem, la pratique s'est institutionnalisée.

Mais, depuis la naissance de l'organe d'autorégulation (l'OLPED) et de l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire, le phénomène est largement combattu sur tous les fronts. Des forums ont été consacrés à l'analyse et au règlement du problème. Certaines entreprises de presse ont également mis en œuvre des solutions locales. C'est ainsi que la RTI – considérée comme l'une des rédactions les plus affectées par le phénomène – a renforcé les moyens de ses rédactions pour mettre les journalistes à l'abri des per diem. En contrepartie, la direction générale est intraitable avec les contrevenants.

Quant à la perception et à l'analyse du phénomène de la corruption de la presse, les avis sont partagés avec d'une part les professionnels des médias et, d'autre part, les représentants de la société.

Certains panélistes évoquent les facteurs tels que la faiblesse voire l'absence de salaire dans certains organes de presse. Mais, pour l'un des journalistes participants au panel, « il y a un corrupteur principal : la société civile, la population en général ». Les per diem injustifiés sont érigés en règle et ancrés dans les habitudes des citoyens « ils donnent même quand les journalistes ne leur demandent pas ». Les organisateurs d'événements agissent ainsi pour « positionner » leur information dans les médias. Au demeurant, certains considèrent que « donner à un journaliste qui se débrouille et qui est fragile, ce n'est pas le corrompre ». Les organisations professionnelles de journalistes en appellent aux organisations de la société civile pour assainir le milieu de la presse.

*... “il y a un corrupteur principal : la société civile, la population en général”*

Pour ce faire, le panel suggère aux citoyens de saisir la direction des journaux dont les journalistes se rendent coupables, au mépris de l'éthique et de la déontologie, de pratiques répréhensibles. Certains exemples donnés par les panélistes montrent en effet que la corruption est, le plus souvent, faite à l'insu et contre la volonté des responsables. Il faut également remplacer les gestes illicites à l'endroit des journalistes par des appuis institutionnels tout à fait acceptables (annonces, équipements, etc.)

## Scores:

**Notes individuelles:**

[illegible]

Moyenne de l'indicateur: 1,4

**4.8 Les niveaux de salaire et les conditions générales de travail des journalistes et des autres acteurs des médias sont appropriés.**

En dehors des entreprises de presse publiques (RTI et Fraternité Matin), la plupart des médias ivoiriens du secteur privé n'offrent guère de conditions salariales et professionnelles adéquates. « Parfois, il n'y a même pas de salaire », selon l'un des panélistes.

*«Parfois, il n'y a même pas de salaire»*

L'application de la Convention collective des journalistes a fait l'objet d'un accord entre les syndicats des travailleurs, les organisations patronales et les pouvoirs publics en 2008. Elle devait entrer en vigueur à l'expiration d'un moratoire de 18 mois visant à permettre aux entreprises de presse de se mettre en règle et aux autorités de mettre en œuvre les mesures fiscales et économiques préalables. D'abord annoncée pour début juillet 2009, ensuite pour fin juillet 2009, l'application de la convention n'était toujours pas effective à la fin du mois d'août 2009. Le Syndicat National des Agents de la Presse Privée de Côte d'Ivoire (SYNAPPCI) a d'ailleurs saisi le Procureur de la République d'une plainte contre le patronat. De son côté, le Groupement des Editeurs de Presse de Côte d'Ivoire (GEPCI) a saisi le tribunal pour dénoncer la convention collective, en l'absence de conditions économiques favorables à l'entreprise de presse. Afin de rapprocher les deux camps, le Conseil National de la Presse, instruite par le Ministre de la Communication, a initié une médiation et exhorté les deux parties à se garder de déclarations et d'actions pouvant compromettre la tentative de conciliation.

Pour l'instant, seuls quelques groupes de presse privés s'approchent des minima conventionnels tout en essayant de respecter les cotisations sociales (retraite, assurance maladie) : le groupe Olympe, Notre Voie, Nord Sud, le Patriote.

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |   |   |   |   |   |   |  |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|--|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |   |   |   |   |   |   |  |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  | ✓ | ✓ |   | ✓ | ✓ | ✓ |  | ✓ |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |   |   | ✓ |   |   |   |  |   | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |   |   |   |   |   |   |  |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |   |   |   |   |   |   |  |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Moyenne de l'indicateur:

2.3

## 4.9 Les acteurs des médias ont accès à des structures de formation qui offrent des programmes de qualification ainsi que des opportunités d'améliorer les aptitudes/leur connaissances.

L'offre de formation en journalisme et en communication s'est nettement renforcée ces dernières années en Côte d'Ivoire. L'Institut des Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication (ISTIC) est né en 1992 de la fusion du Studio Ecole de la RTI et du Centre de production audiovisuelle. D'autres centres de formation universitaires ont fait leur apparition : l'UFR – SMC de l'Université de Bouaké, le CERCOM (Centre d'Enseignement et de recherche en Communication) de l'Université d'Abidjan, l'ISCOM à l'Université catholique de l'Afrique de l'Ouest et l'Université de l'Atlantique. Il faut noter qu'avant la création de l'ISTIC, les journalistes professionnels ivoiriens étaient formés à l'étranger (France, Canada, Sénégal, Cameroun, etc.).

L'accès des médias aux structures de formation est globalement satisfaisant et le renforcement des capacités des journalistes figure en bonne place dans la Convention Collective. Afin de faciliter l'accès des journalistes à la formation qualifiante, certaines organisations professionnelles et entreprises de presse nouent des accords de partenariat avec les instituts de formation. C'est ainsi que la RTI et Fraternité Matin envoient régulièrement certains de leurs agents à l'ISTIC pour la formation diplômante. Il est vrai que les médias publics sont jusque là les rares organes de presse à pouvoir accéder aux mécanismes publics de soutien tels que le Fonds de Développement et de la Formation Professionnelle (FDSFP).

Néanmoins, l'UNJCI et l'OLPED ont pu obtenir de l'ISTIC un nombre garanti de place pour leurs membres. Le centre de formation est également en contact avec les quotidiens Notre Voie et Le Patriote pour établir des accords similaires. Bien malheureusement, les contraintes horaires des rédactions d'une part, et de la formation d'autre part, rendent ce genre de collaboration très difficile à mettre en œuvre.

Pour sa part, le groupe Olympe assure la formation continue de ses agents (journalistes et non journalistes) dans le cadre d'un partenariat avec l'EFAP (Ecole de communication membre d'un réseau international) (le sigle n'est pas très bien défini). Entre autres modules, le personnel a bénéficié de formations en management des entreprises et en anglais.

En dehors de l'offre de formation classique, les journalistes ivoiriens ont de multiples opportunités de renforcer leurs aptitudes à travers les séminaires de formation proposés par les partenaires du secteur médiatique. Ces dernières

années, plusieurs sessions de formation ont porté notamment sur la couverture des élections et le traitement de l'information sur la paix et la réconciliation.

## Scores:

### Notes individuelles:

|   |                                                                                                                                                       |  |
|---|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| 1 | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| 2 | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| 3 | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| 4 | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| 5 | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur: 3.9

## 4.10 Les journalistes et les autres acteurs des médias sont organisés en syndicats et/ou associations professionnelles.

Le paysage médiatique ivoirien est constellé d'une multitude d'organisations syndicales et professionnelles regroupant les différentes catégories d'acteurs (patronat, journalistes, techniciens, etc.). Un panéliste explique cette prolifération par « la démocratie et ses avatars ».

L'une des plus anciennes organisations syndicales de journalistes et sans doute l'une des plus connues d'entre elles est l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI). L'Union a été portée sur les fonts baptismaux en 1991, au lendemain de l'ouverture de l'espace médiatique ivoirien. L'UNJCI est l'un des principaux interlocuteurs des pouvoirs publics et des partenaires du secteur. C'est à elle que les journalistes ivoiriens doivent plusieurs avancées telles que le Code de déontologie adopté en 1992, la création de l'OLPED en 1995, la Maison de la Presse, le Prix Noël X. Ebony, le projet de Fonds de Solidarité des Journalistes et le projet immobilier, etc.

Depuis quelques années, on note l'émergence sur le front syndical de plusieurs autres organisations. Outre le Syndicat national des Agents de la Presse Privée de Côte d'Ivoire (SYNAPPCI), créé en 1999, de nombreux syndicats – maisons ont été mis en place au niveau interne à la RTI et à Fraternité Matin. Ainsi, on compte 3 organisations syndicales locales au sein de Fraternité Matin. Il en est de même à la RTI. Entre 2008 et 2009, au moins deux nouvelles organisations syndicales ont

été créées : l'Union des Professionnels des Médias de Côte d'Ivoire (UPMCI) et l'Organisation des Journalistes Professionnels de Côte d'Ivoire (OJPCI).

Le syndicalisme patronal n'est pas en reste. Plusieurs organisations d'éditeurs de presse défendent les intérêts patronaux dans les négociations avec les travailleurs, d'une part, et les pouvoirs publics, d'autre part. Les principales organisations sont le Groupement des Editeurs de Presse de Côte d'Ivoire (GEPCI), la Conférence Nationale des Directeurs de Publication de Côte d'Ivoire et l'Union des Patrons de Presse pour la République (UPPR).

Créé en 1995, l'Observatoire de la Liberté de Presse, de l'Ethique et de la déontologie (OLPED) est le premier organe d'autorégulation des médias en Afrique. La Côte d'Ivoire a servi de modèle aux autres pays de la région.

Quant aux associations et réseaux, ils sont aussi nombreuses et diverses que les centres d'intérêts et les rubriques des médias : sport, politique, culture, agriculture, environnement, etc. Parmi eux, il convient de noter le Réseau des femmes journalistes de Côte d'Ivoire et le Réseau des Professionnels de la Presse en ligne de Côte d'Ivoire (REPPPELCI).

## Scores:

### Notes individuelles:

|          |                                                                                                                                                       |  |
|----------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|
| <b>1</b> | Pays qui ne remplissent aucune condition du critère indicateur.                                                                                       |  |
| <b>2</b> | Pays qui remplissent un minimum de conditions du critère indicateur.                                                                                  |  |
| <b>3</b> | Pays qui remplissent de nombreuses conditions du critère indicateur, mais dont les progrès peuvent être trop récents pour être véritablement évalués. |  |
| <b>4</b> | Pays qui remplissent la majorité des conditions du critère indicateur.                                                                                |  |
| <b>5</b> | Pays qui remplissent toutes les conditions du critère indicateur, et ce depuis un certain temps.                                                      |  |

Moyenne de l'indicateur: 5.0

Note du secteur 4: 5.0

MOYENNE DE TOUS LES SECTEURS: 2.7

## Questions de suivi

### Quels changements positifs y a-t-il eu dans l'environnement des médias ces deux dernières années ?

- Elaboration et adoption des décrets d'application des lois portant organisation et fonctionnement des structures de régulation (CNP et CNCA) en 2006
- Création et mise en place du Fonds de Soutien et de Développement de la Presse
- Libéralisation du secteur de l'audiovisuel : loi 2004-644 portant régime juridique de la Communication Audiovisuelle et étude sur la libéralisation télévisuelle (2008)
- Mise en place, en 2007, de la Commission Paritaire d'attribution de la carte nationale d'identité professionnelle (décret signé en 2007, premières attributions en 2008)
- Formalisation effective des entreprises de presse, conformément à la loi 2004-643 portant régime juridique de la presse
- Meilleure prise en charge des préoccupations du secteur par la tutelle
- Signature de la convention collective dans le secteur privé des médias

### Quels changements négatifs y a-t-il eu dans l'environnement des médias ces deux dernières années ?

- Prolifération d'associations professionnelles non représentatives
- Difficultés dans la coopération et l'aide internationale aux associations professionnelles : Baisse du financement et de l'appui aux associations professionnelles
- Remise en cause de la Convention Collective par le patronat de presse

- Absence de bourses pour la formation initiale et la formation continue aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur
- Absence de politique de formation au sein des entreprises de presse

## **Si changements positifs : qui ou qu'est ce qui en est la cause principale**

- Volonté politique de la tutelle
- Acteurs des médias: organisations professionnelles, patronat, CNP, CNCA,

## **Quels sont les principaux obstacles pour plus de changements positifs?**

- Environnement sociopolitique défavorable (manque de professionnalisme, corruption, faiblesse des financements, etc.)
- Choix inadaptés des priorités pour le développement des médias
- Non application de la Convention Collective par les patrons de presse

## **Quel genre d'activités faut-il mener pendant les deux prochaines années?**

- Formation et information (éducation aux médias) en direction des organisations de la société civile pour renforcer leur compréhension du fonctionnement des médias
- Formation des journalistes et des patrons de presse (TIC, management, éthique et déontologie, etc.)
- Plaidoyer pour l'application de la Convention Collective
- Plaidoyer pour la finalisation des dispositifs réglementaires pour l'application de la législation sur les médias de 2004
- Evènement national autour du lancement du présent rapport.



## La réunion du panel a eu lieu à Bassam du 21 au 23 Août 2009

### Membres du panel:

#### Société civile

- Souleymane KAMATE, Universitaire, Président de la Ligue Ivoirienne des Droits de l'Homme (LIDHO),
- Me René BOURGOIN, Avocat, Membre du Conseil National de la Presse (CNP)
- Dr Assana SANGARE, Pharmacienne, Présidente de l'ONG Initiatives et Changement Côte d'Ivoire (ICCI)

#### Média

- Samba KONE, Journaliste, Président du Réseau des Instances Africaines d'Auto Régulation des Médias (RIAAM), ancien Président de l'OLPED;
- Criwa ZELI, Journaliste, Président de l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI);
- Mme Virginie KOUASSI, Enseignante, Institut des Sciences et Techniques de la Communication (ISTIC);
- Moussa ZIO, Journaliste, Président de l'Observatoire de la Liberté de la Presse de l'Ethique et de la Déontologie (OLPED);
- Mme Josiane BADET, Secrétaire Générale Adjointe du Syndicat National de la Presse Privée de Côte d'Ivoire (SYNAPPCI)



# **AFRICAN MEDIA BAROMETER**

The first home grown analysis of the  
media landscape in Africa



## **IVORY COAST 2009**

English Version



MAGAZINES DEGREE DOCUMENTS DEGREE DOCU- REPORT

# CONTENT

EFFI- TION TRUTH POINT ACCESS BOOKS BOOKS

## **SECTOR 1: 73**

Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

## **SECTOR 2: 89**

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

## **SECTOR 3: 103**

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

## **SECTOR 4: 115**

The media practise high levels of professional standards.

# The African Media Barometer (AMB)

The Friedrich-Ebert-Stiftung's African Media Project (fesmedia Africa) took the initiative together with the Media Institute of Southern Africa (MISA) to start the African Media Barometer (AMB) in April 2005, a self assessment exercise done by Africans themselves according to homegrown criteria. The project is the first in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent.

The benchmarks are to a large extent taken from the African Commission for Human and Peoples' Rights (ACHPR)<sup>1</sup> "Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa", adopted in 2002. This declaration was largely inspired by the groundbreaking "Windhoek Declaration on Promoting an Independent and Pluralistic African Press" (1991) and the "African Charter on Broadcasting" (2001).

By the end of 2008, 23 sub-Saharan countries have been covered by the AMB. In 2007 those countries which started the exercise in 2005, were revisited providing for the first time comparable data to measure developments in a country over a two-year period.

For 2009 the indicators were reviewed, amended and some new indicators such as those addressing Information Communication Technology (ICT) were added.<sup>2</sup>

**Methodology:** A panel of experts is formed in each country, including representatives of media and civil society at large in equal numbers. They are serving as panel members in their personal capacities, not as representatives of their respective organisations. The panel consists of ten to twelve members. They will meet bi-annually for two days retreats to go in a self-assessment process through the indicators in a qualitative discussion and determine (quantitative) scores for each indicator. The meetings will be chaired by an independent consultant to ensure comparable results. The resulting reports are made public.

**Scoring system:** Panel members are asked to allocate their individual scores to the respective indicators after the qualitative discussion in an anonymous vote according to the following scale:

- 
- 1 The ACHPR is the authoritative organ of the African Union (AU) mandated to interpret the African Charter on Human and Peoples' Rights
  - 2 Consequently, the comparison of some indicators of the 2005 and 2007 report is not applicable (n/a) in some instances in which the indicator is new or has been amended considerably.

|          |                                                                                  |                                                                                   |
|----------|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1</b> | Country does not meet indicator                                                  |  |
| <b>2</b> | Country minimally meets aspects of the indicator.                                |  |
| <b>3</b> | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |  |
| <b>4</b> | Country meets most aspects of indicator.                                         |  |
| <b>5</b> | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |  |

Scores for each sector are determined as follows: Members of the panel will, after a qualitative group discussion, attach their individual point-score (1 – 5) to each sub-indicator of a sector. The sum of all individual scores will be divided by the number of panel members. The result will then be considered the final score for the sub-indicator.

This qualitative report, including the scores, serves the purpose of measuring over time (based on bi-annual repetitions of the panel meetings) the progress or otherwise developments in the media landscape.

**Kaitira Kandjii**  
**Regional Director**  
**Media Institute of Southern Africa**  
**Windhoek, Namibia**

**Rolf Paasch**  
**Head of fesmedia Africa**  
**Friedrich-Ebert-Stiftung**  
**Windhoek, Namibia**

# AFRICAN MEDIA BAROMETER

## ALGERIA 2009

### Executive Summary

The Constitution of the Republic of Ivory Coast places great emphasis on the country's commitment to democratic values, respect and the protection of fundamental, individual and collective liberties. In its preamble, the Constitution states the adherence of the people of Ivory Coast to "the rights and liberties as defined in the 1948 Universal Declaration of Human Rights and the 1981 African Charter on Human and Peoples' Rights".

Despite the principle of Freedom of Expression upheld by the Constitution as well as the laws and regulatory instruments, this freedom is not fully exercised, partly as a consequences of the political and military crisis experienced by the country since the end of the 90s. The crisis was worsened by the start of the war following the attempted Coup d'État of 19 September 2002.

After several agreements including those of Linas-Marcoussis (2003) and Pretoria (2005), it was finally the Ouagadougou agreement in 2007 that initiated the national reunification and reconciliation process. A government of national unity was established, headed by Guillaume Soro, leader of the Forces Nouvelles, who, under the guidance of President Laurent Gbagbo, is in charge of preparing the general elections to be held in November 2009.

A former French colony, Ivory Coast became independent on 7 August 1960. Its population is currently estimated at 20 million inhabitants. The currency used is the CFA franc which was formerly pegged to the French Franc and now to the Euro. One (1) Euro is equal to 655.957 CFA francs. At the death of its first President Felix Houphouët-Boigny on 7 December 1993, the then Speaker of the National Assembly Henri Konan Bédié, acted as interim before finally being confirmed as President of the Republic.

However, a war of succession between Henri Konan Bédié and Alassane Dramane Ouattara, respectively Speaker of the National Assembly and Prime Minister under the rule of President Houphouët-Boigny, plunged the country in a crisis that led to the Coup d'État of December 1999 by General Robert Guéi. The latter organised the 2000 General Elections in which he participated while excluding certain members of the opposition. Laurent Gbagbo's victory was obtained in blood when General Guéi tried to manipulate the results of the vote with the use of force. It was within this context of conflict between President Laurent Gbagbo, General Guéi and those excluded from the 2000 elections that the attempted

Coup d'État of 2002 occurred, triggering thereby the civil war that ended with the Ouagadougou agreements in 2007.

Despite the war, which divided the media into two, legislation on media and broadcasting was adopted in December 2004. It was the ground-breaking outcome of a broad consultation among media actors: a long process that commenced in 1992, at the onset of the “media springtime” marked by the 1991 Media Act deemed liberticidal by journalists and media actors.

Ivory Coast is a signatory to international instruments protecting freedom in general including the African Charter on Human and Peoples' Rights, the ECOWAS treaty on civil liberties and press freedom. Freedom of Expression is effectively regulated by several legal instruments that organise and create spaces for the freedom of each other within the conditions set by the Ivorian legislator and in compliance with the Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa.

The Media Act 2004-643 distinguishes between a violation of the media Act and a media incitement to offence. This Act depenalizes all violations of the Media Act but recommends criminal sanctions for all media incitement to offence: theft, looting, violence, murder; tribal, religious or racial hatred; xenophobia, instigation of security forces to disobedience...

To publish a newspaper, no prior authorization is required for the edition of a newspaper or a written publication in Ivory Coast. A simple declaration is to be made: “prior to the publication of any newspaper or periodical, a declaration of publication shall be submitted to the Public Prosecutor in whose jurisdiction is located the headquarters of the newspaper or periodical”. On the other hand, the editing company of a newspaper or periodical must prove that it is legally established, is a registered business, is up-to-date with its tax payments as well as payments to social welfare institutions.

With regards to broadcasting, based on the terms for granting approvals for the use of broadcasting frequencies, the National Broadcasting Board usually issues call for bidders. A bids or candidates review committee evaluates the public interest of each project based on the key requirements particularly the safeguarding of socio-cultural pluralism and makes recommendations to the CNCA which makes the decision on frequency allocations.

The Ivorian media landscape offers a wide variety of information sources to the public. About a hundred radio stations including the national radio, rural radios, private commercial radios, private non-profit radios and some international radios provide coverage on frequency modulation (FM) practically throughout the country. About twenty daily newspapers and sixty periodicals are regularly available in newsstands.



The journalistic profession in Ivory Coast is regulated by the Media Act 2004-643 of 31 December 2004. The Act provides for professional training as a key criterion to practice journalism. This should be substantiated by a higher diploma issued by a professional school of journalism or a bachelor or masters degree in a related field that will allow the practice of journalism, after one or two years of additional professional training within an editorial team.

Regarding the issue of confidentiality of sources, the law is unclear and leaves loopholes for abuse, even though none has yet been noted. The principle of access to information is widely stated in the various legal and regulatory instruments but it is not organised under the law.

The Broadcasting Act 2004-644 was adopted on 14 December 2004 and enacted on 31 December of the same year. However, the Board of Directors of RTI (Ivorian radio and television network) is not a reflection of the diversity of the Ivorian society, nor is it accountable to the public, nor are its members appointed in a democratic manner. Relations between the CNCA and the RTI Board of Directors are quite distant: this explains the exaggerated politicization of RTI appointments.

The Ivorian media adopted on 29 August 1992, at the initiative of UNJCI, a Code of Professional Conduct for Journalists. In 1995, the Observatory on Press Freedom, Ethics and Deontology (OLPED) was established to ensure the application of the Code of Conduct. However, since the political and military crisis that prevailed in the country, the media have given less importance to ethics, deontology and professional standards.

Apart from the state media outlets (RTI and *Fraternité Matin*), the Ivorian private sector media hardly offers adequate salaries and professional working conditions. This said, corruption remains widespread in the Ivorian media and exists under varied forms and at different levels. Trade unions and employers, under the leadership of UNJCI, ensured the adoption in February 2008 of a collective bargaining agreement, which is still poorly applied.

Civil society organisations only defend press freedom when their freedom of expression is affected. This is often limited to declarations and press releases that are more or less relayed by the media.

# SECTOR 1:

**Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.**

# Freedom of expression, including freedom of the media, are effectively protected and promoted.

## 1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and supported by other pieces of legislation.

The Constitution of the Republic of Ivory Coast places great emphasis on the country's commitment to democratic values, respect and the protection of fundamental, individual and collective liberties. In its preamble, the Constitution states the adherence of the people of Ivory Coast to "the rights and liberties as defined in the 1948 Universal Declaration of Human Rights and the 1981 African Charter on Human and Peoples' Rights".

Freedom of Expression in particular is covered in articles 9 and 10 of the Constitution. As long as the law, the rights of others, national security and public order are respected, "the freedom of thought and expression, particularly the freedom of conscience, religious or philosophical opinion are guaranteed for all" by the Constitution.

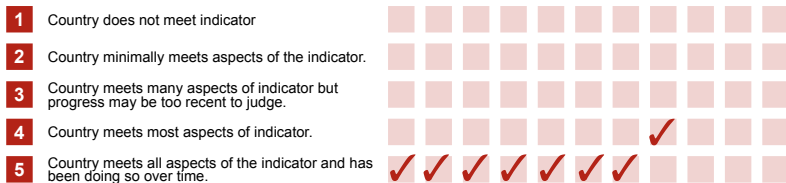
Moreover, the Constitution states that "everyone has the right to freely express and share their ideas". The possession of this right is also attached to the prohibition of any propaganda whose purpose or consequence will favour a social group over another, or encourage racial or religious hatred.

In line with the provisions of the Constitution, the primacy of freedom is stipulated in the media and broadcasting laws of Ivory Coast. Article 1 of the Media Act 2004-643 of 14 December 2004 hence stipulates that "the publication of any newspaper or periodical is unrestricted". Article 4 of the said law adds that the distribution of any newspaper or periodical shall also be unrestricted.

Along the same lines, the Broadcasting Act 2004-644 of 14 December 2004 stipulates that "audiovisual communication is unrestricted".

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4,9

## 1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

Though the principle of Freedom of Expression is established in the Constitution as well as in the laws and regulatory instruments, its realisation is questionable. The volatility of Freedom of Expression and, to a certain extent, press freedom is due to the exceptional situation of Ivory Coast since the start of the political and military crisis at the end of the 90s. Despite this, certain panel members take President Laurent Gbagbo at his word. According to them, “freedom of speech exists” and no journalist has really been harassed since the entry into effect of the 2004 Media Act.

Other panel members, on the contrary, talk of “censorship regarding certain issues”. Citizens in general and journalists in particular, are sometimes sensitive to certain issues even though this does not stop them from reporting on them. Social and religious groups or political associations are particularly sensitive issues. In August 2009, a documentary entitled “The true face of the religious” earned the director (a journalist of RTI, Yo Claude Armand) some threats.

In another instance, FESCI (Federation of students in Ivory Coast) is a threat to the Freedom of Expression on the campus and outside of the university environment. On 21 May 2007, the student organisation violently attacked the headquarters of the Ivorian Human Rights League (LIDHO), situated near the University, on the pretext that the CNEC (Coordination of Higher Education Teachers and Researchers in Ivory Coast) holds its meetings there in order to initiate strike activities of the teaching profession.

One of the panel members acknowledges the case but assesses it as an isolated incident that does not in any way imply there is a fear to express oneself.

Another member of the panel believes that obstacles to Freedom of Expression are not as minor and isolated as depicted. At the height of the political and military crisis, Ivorians could not display their geographic or ethnic origin without fear. In 2004, during “Operation Dignity” launched by the authorities to regain control, journalists and editorial teams (*Le Patriote*, *Le Nouveau Réveil*, *24 Heures*, *Le Libéral*...) were attacked in Abidjan by the so-called “Young Patriots” described as a “deviationist group” by a panel member. The young supporters of President Laurent Gbagbo also singled themselves out in January 2006 with the occupation of RTI (Ivorian radio and television network) and a series of attacks on journalists and media outlets favourable to the opposition parties and the Forces Nouvelles. They were then demanding the departure of the Peace-Keeping Forces and the Force Licorne (French Forces in the Ivory Coast) from Ivory Coast.

At the judicial level, the depenalization of press offences does not prevent the Public Prosecutor from imprisoning journalists, by use of procedural tricks, such as summoning them at the end of the week and placing them in police custody over the weekend. On 27 February 2007, the director of publications and a journalist of the paper *Nouveau Réveil*, respectively Denis Kah Zion and André Silver Konan, were summoned to appear before the investigation brigade of the national gendarmerie and held for questioning for “offence to the Head of State” following an article published a week earlier. On the same day, journalists of the daily newspaper *Inter*, the editor-in-chief Charles d’Almeida and the political correspondent Hyppolite Oulaï were also taken in for questioning by the gendarmerie regarding an article implicating the President of the Republic in a case of illegal toxic waste dumping in Abidjan.

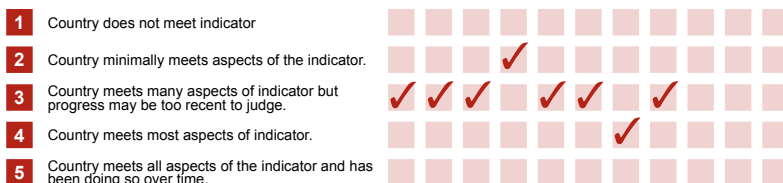
The fact remains that well before the political and military crisis and under the 1991 law, journalists in Ivory Coast were experiencing a more disturbing period, marked by the severe sentencing of journalists to heavy imprisonment terms<sup>8</sup>. It was during this period that a Minister, General Gaston Ouassenan Koné, imposed an inadmissible corporal punishment on the journalist Aboudramane Sangaré of *La Voie* for a headline (A-fa Kaya) in which allusions were being made to the honour of his family.

---

8 In 1994, the director of publications of *Le Patriote* Hamed Bakayoko, the director of publications of *La voie* Aboudramane Sangaré and the journalists Souleymane T. Senn, Jacques Préjean, César Etou and Freedom Neruda received jail sentences ranging from 1 to 3 years for various charges.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 3.4

## 1.3 There are no laws restricting freedom of expression such as excessive official secret or libel acts, or laws that unreasonably interfere with the responsibilities of media.

Freedom of Expression is effectively governed by several legal instruments in Ivory Coast. Panel members in fact admit that such measures must exist in order to organise and create spaces for the freedom of everyone within the limits set by the Ivorian legislator and in compliance with the Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa.<sup>9</sup>

In Ivory Coast, prison sentences cannot be served upon violators of the media Act 2004-643<sup>10</sup>.

However, in certain cases, prison sentences may be applied in conformity with article 174 of the Penal Code, which stipulates that: “whosoever by means of an act, words, shout or threat, by written word, image, drawing, printout, document, display or poster or by a means that allows visual or audible contact with the public directly incites theft, murder crimes, looting, arson or destruction of buildings or any other offence described under this chapter, shall be punished:

3) In the event this incitement has produced its effect, with the same sentence as the perpetrators of the offence;

<sup>9</sup> The latter calls on signatory countries to ensure that “all restrictions to the freedom of expression imposed, by law shall serve a legitimate purpose and are necessary in a democratic society”.

<sup>10</sup> offences against public property, offences against persons and goods, offences against Heads of State and foreign diplomats, fines for prohibited publications and offences against institutions and their members

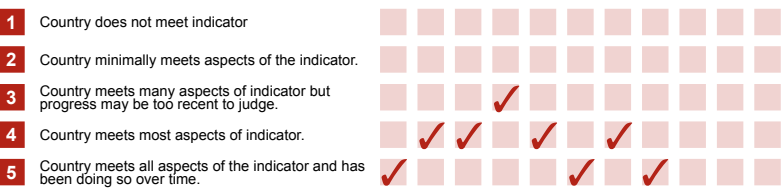
4) In the event this incitement has not produced its effect, with a “prison sentence” of one to five years and a fine of 300,000 to 3,000,000 francs (Law 95-522 of 06/07/1995).

Article 175 of the Penal Code further stipulates “...Shall be punished by sentences indicated in article 174 (2):

- 3) Whosoever by one of the means mentioned in the said article:
  - c) Justifies the murder crimes, looting, arson or destruction of buildings, theft, violations against human rights and other offences cited in chapter 2 of this title;
  - d) Calls on the public with the intention of disapproving of the Authority and encouraging solidarity with one or several of the convicted persons for one of the offences mentioned in the previous article or in the first paragraph of this article.
- 4) Whosoever organises fund-raising for the payment of pecuniary judgements pronounced for one of these offences.

Scores:

Individual scores:



Average score: 4.3

1.4 Government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and the media.

According to one panel member, the Ivorian government is a “pioneer” regarding the signing of international instruments protecting freedom in general.

Ivory Coast has signed in particular the African Charter on Human and Peoples’ Rights.<sup>11</sup>

11 Article 9 of this Charter stipulates that “every individual shall have the right to receive information. Every individual shall have the right to express and disseminate his opinions within the law”.

Furthermore, Ivory Coast has adopted all regional legal instruments, particularly those of the ECOWAS, concerning civil liberties and press freedom.

## Scores:

### Individual scores:

|          |                                                                                  |  |
|----------|----------------------------------------------------------------------------------|--|
| <b>1</b> | Country does not meet indicator                                                  |  |
| <b>2</b> | Country minimally meets aspects of the indicator.                                |  |
| <b>3</b> | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |  |
| <b>4</b> | Country meets most aspects of indicator.                                         |  |
| <b>5</b> | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |  |

Average score: 4.6

## 1.5 Print publications are not required to obtain permission to publish from state authorities.

No prior authorization is required for the publishing of a newspaper or a written publication in Ivory Coast. A simple declaration is to be made: Article 6 of the Media Act stipulates: “prior to the publication of any newspaper or periodical, a declaration of publication shall be submitted to the Public Prosecutor in whose jurisdiction is located the headquarters of the newspaper or periodical. A copy of the declaration and subsequent amendments submitted to the Public Prosecutor shall be forwarded by the latter to the National Press Board within fifteen days”.

Article 7 of the same law states that “ the declaration of publication made in writing and signed by the director of publications is deposited with the Public Prosecutor. A receipt shall be issued within fifteen days. The refusal to issue a receipt must be justified. The Public Prosecutor shall send a copy of the receipt to the National Press Board within a period of fifteen days”.

*“...to clean up  
the environment  
at a time when  
journalism had  
become an uncertain  
profession with the  
emergence of bogus  
media outlets”*

According to the declaration regime, the newspaper may be published at the expiry of the 15-day deadline, even where the receipt is yet to be issued. However, in this case, non-compliance with the administrative procedures at the Office of the Public Prosecutor prior to the publication of the newspaper may result in disciplinary action being taken by the CNP (National Press Board), which is the statutory regulatory organ for the print media: article 39 of the Media Act.



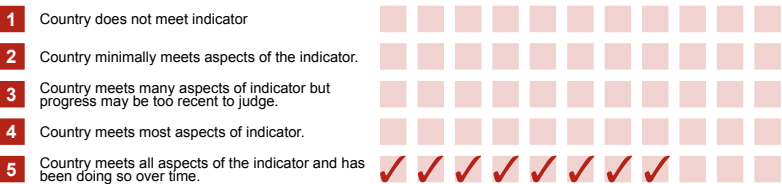
On the other hand, the editing company of a newspaper or periodical must prove that it is legally established, is a registered business, is up-to-date with its tax payments as well as payments to social welfare institutions. In a nutshell, the owner must first of all establish a company in the appropriate manner prior to publishing a newspaper or a periodical. The document confirming the establishment of a media outlet is part of the publication declaration file to be submitted to the Public Prosecutor.

The corporation of journalists, through unions and professional associations, exercised their full authority to impose this safety clause “in order to clean up the environment at a time when journalism had become an uncertain profession with the emergence of bogus media outlets” explain panel members.

The situation is far from providing total satisfaction to media professionals, but the new law has indeed enabled significant progress in this area.

**Scores:**

**Individual scores:**



**Average score:** 5.0

**1.6 Entry into and practice of the journalistic profession is legally unrestricted.**

Practice of the journalistic trade in Ivory Coast is governed by the Media Act 2004-643 of 31 December 2004, regulated and subject to very precise conditions. The key criterion to exercise the trade is professional training. This should be substantiated by a higher diploma issued by a professional school of journalism. However, a bachelor or masters degree in a field that will allow the incumbent to practise the journalistic profession after one or two years of professional in-house training within an editorial team is accepted as well.

In addition, the incumbent shall exercise the profession as a main trade on a regular and salaried basis, in a media outlet and shall be subject to the collective bargaining agreement or the general statutes of the Ivorian civil service.

Finally, a professional journalist shall be recognized by a professional press card.

During its latest deliberations, in 2008-2009, the joint committee that issues national professional identification cards issued 425 cards (356 to journalists and 69 to other professionals in the media sector). Prior to this, the committee last met in 2000-2001. 463 cards were distributed then. The committee was not functional between these two meetings despite the massive influx of new journalists.

All of these measures, regarding the practice of the profession are not in the least considered as limiting factors or constraints. For members of the panel, they are positive measures initiated by professional organisations to organise and regulate the profession. Panel members were, on the contrary, satisfied with the fact that the law has honoured, in a timely manner, the commitment of journalists to clean up their guild. Besides, consultations between the public authorities and stakeholders in the media sector regarding the press card issuing committee are about to be concluded with the strengthening of safeguards against an excessive permeability of the frontiers of the journalistic trade.

## Scores:

Individual scores:

[illegible]

Average score: 5.0

**1.7 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.**

Article 28 of Act 2004-643 of 31 December 2004 stipulates that “except where the law makes it compulsory, professional journalists are not required to reveal their sources of information”. However, the law makes no reference to instances likely to constitute an exception to this rule. In the opinion of most panel members, the wording of article 28 leaves to be desired and opens the door to possible unacceptable interpretations. But an alternative reading proposes that the law is drafted in this way to make provisions for future statutory regulations.

## Scores:

[illegible]

### 3.4

**1.8 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.**

*...“psychological  
obstacles”  
are not to be  
underestimated.*

Moreover, access to information sources is made more difficult by the numerous physical and technical constraints. The National Archives of Ivory Coast and other similar institutions are perfect illustrations. Though teeming with exceptional resources, these centres are inaccessible due to their outdated management.

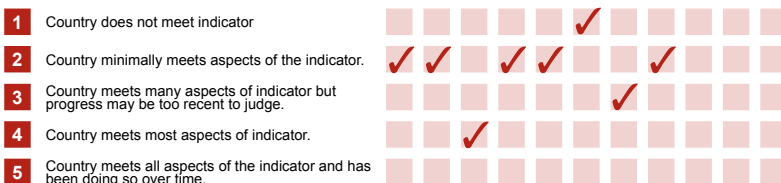
Information and communication technology is not always properly used and is sometimes even non-existent.

The National Registry Office also shows shortcomings in information management and access. A section of the Ivorian Registry Office is still managed by France. At the onset of the crisis in Ivory Coast, some Ivorian journalists who went to the city of Nantes to research on the civil status of certain Ivorian personalities were not allowed access to the records.

Finally, the “psychological obstacles” are not to be underestimated. Aside from the tendency of civil servants to divulge information only with the authorization of their superior, there appears to be a culture of information retention linked to a secret-keeping culture that is well rooted in the Ivorian society in general. As a result of the difficult access to information sources, the Ivorian media has a tendency to make false statements in order to discover the truth. This of course raises ethical issues.

## Scores:

### Individual scores:



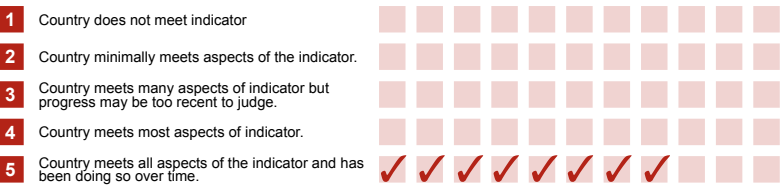
Average score: 2.3

## 1.9 Websites and blogs are not required to register with, or obtain permission, from state authorities.

There are no legal or regulatory provisions requiring website or blog promoters to register with public authorities or obtain prior authorization from them.

# Scores:

## Individual scores:



Average score: 5.0

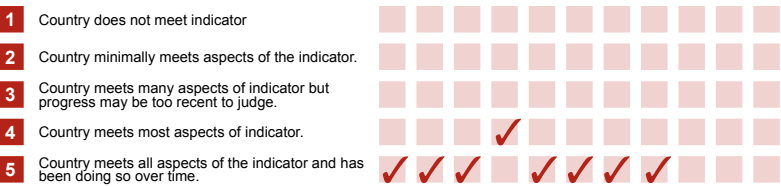
# 1.10 The state does not seek to block or filter internet content unless laws provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society.

On the whole, authorities do not seek to filter and even less block internet content. Besides, the applicable law does not cater for any exception that could justify such a measure.

However, a panel member referred to a case in which the site of one of the organisations involved in the Ivorian crisis, the Patriotic Movement of Ivory Coast (MPCI) to be precise, appeared to have been hacked for a while as the website visitors, within the country, were redirected to a pornographic website. Only internet users outside of Ivory Coast could therefore access the original content of the site.

# Scores:

## Individual scores:



Average score: 4.9

## 1.11 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.

The media is indeed on the agenda of civil society organisations. However, this civil society is relatively politicized and does not make concerted efforts to defend press freedom. This said, the support of the civil society movement to the Ivorian media does certainly not meet the expectations of the latter. Support often consists of declarations and press releases more or less relayed by the media (more by the private media than the public media). One of the panel members therefore said that “...it is not that the civil society does not react. Their declarations are not heard because they are not communicated accordingly”.

*“...it is not that the civil society does not react. Their declarations are not heard because they are not communicated accordingly”*

The civil society movement is more inclined to mobilize for fair and equal access of citizens to state media.

This situation is partly due to the profound division of the civil society, like the Ivorian society in general, between political and socio-cultural interests that are at opposite extremes. In the words of certain civil society actors participating in the panel “...at a certain moment, we all became partisans”. The position of civil society organisations vis-à-vis the media hence reflected their political affiliation.

Even within media lobby groups, support to media outlets and media professionals in trouble is not systematic. In 2004 for instance, during the attacks on newsstands selling certain newspapers exposed to public condemnation “no-one took offense at the dictatorship of this doctrine”.

*...“at a certain moment, we all became partisans”*

### Scores:

#### Individual scores:

|   |                                                                                  |   |   |  |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|---|---|--|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  |   |   |  |   | ✓ | ✓ |   | ✓ |  |  |  |  |  |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                | ✓ | ✓ |  | ✓ |   |   | ✓ |   |  |  |  |  |  |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |   |   |  | ✓ |   |   |   |   |  |  |  |  |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         |   |   |  |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |   |   |  |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |

Average score:

1.8

## **1.12 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and interest groups.**

The Media Act 2004-643 and the Broadcasting Act 2004-644 are the results of a long process that commenced in 1992 at the onset of the “media springtime” following the democratic transition in 1990. As soon as the 1991 Media Act, considered liberticidal by journalists, entered into force, media stakeholders under the leadership of UNJCI (National Union of Journalists in Ivory Coast) and their partners embarked on a challenging fight to amend the said law.

From conflict to consultation, heavy sentences to reassuring gestures of appeasement, the agenda of the journalists overlapped with the political commitment of President Laurent Gbagbo who during his opposition years had promised never to imprison a journalist for a violation of the Media Act. The Ivorian Head of State however clarified the reason behind this commitment during the opening ceremony of the RIARC 10th anniversary commemorations: “... you do not imprison journalists. When one is sent to jail, one comes out a hero. And I do not want to create heroes against me. I therefore do not imprison journalists, or my political adversaries for that matter. I would like to share this experience with other politicians in Africa and in the Third World”.

Despite the undisputable progress noted in the 2004 Act compared to that of 1991 regarding, among others, the liberalization of the broadcasting landscape, the status of journalists, the status of media outlets, the regulation of the media, UNJCI “has reservations on certain provisions contrary to the spirit of the draft law. Particularly, with regard to the appointment of Executive Officers of state media outlets through a call for nomination to be issued by regulatory bodies as well as the status of the Director of Publications who should be a professional”.

Moreover, the improvement of the legal, regulatory and institutional framework of the media is still given high priority in political agreements to settle the Ivorian crisis (Linas Marcoussis Agreements, Pretoria Agreements, Ouagadougou Agreements, etc...).

Scores:

Individual scores:

|   |                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                    |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |

Average score: 4.9

Average score for sector 1: 4.1\*

\* For 2009 the indicators were reviewed, amended and some new indicators such as those addressing Information Communication Technology (ICT) were added. Consequently, the comparison of some indicators of the 2005 and 2007 report is not applicable (n/a) in some instances in which the indicator is new or has been amended. Evidently, this has to be taken into account too, when the overall sector scores are compared.





# SECTOR 2:

**The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.**

## The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability

### 2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet) is accessible and affordable to citizens.

The Ivorian media landscape offers a wide variety of information sources to the public. About a hundred radio stations including the national radio, rural radios, private commercial radios, private not-for-profit radios and some international radios provide coverage on frequency modulation (FM) practically throughout the country. About twenty daily newspapers and sixty periodicals are regularly available in newsstands.

Regarding conventional television, Ivorian viewers have only two choices both offered by the Ivorian radio and television network, namely RTI1 and TV2 (the latter covers only the region of Abidjan and its immediate surroundings). Foreign channels are also accessible via satellite and MMDS reception at a high cost (Canal+Horizons) or free access (Africable).

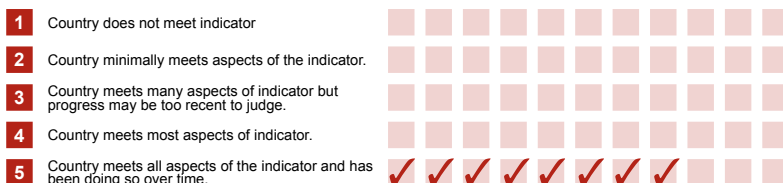
The liberalization of the television sub-sector has been announced by the authorities. A study commissioned by the Ministry of Communication was conducted by the French consulting firm Media Consulting Group and the results officially submitted to Mr. Ibrahima SY SAVANE, current Minister of Communication on 8 July 2008. The experts have recommended to the Ivorian government “a gradual liberalization, with the creation of two free private channels which will provide coverage in Abidjan and its immediate surroundings as a first step before extending much later to nationwide coverage”.

In addition, most of the print and broadcasting media is available on the internet. Besides, Web TVs and Web radios are budding. One million Ivorians connect to the internet on a daily basis, representing a penetration level of 5%. The cost of a broadband connection in the city is 20,000 CFA francs (30 Euros).

Despite the plurality of the media and the diversity of editorial content, certain territorial pockets remain on the outskirts of information flow. These are mainly rural areas that are poorly covered by newspaper distribution companies or do not receive newspapers until the following or even several days after their publication.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

5.0

## 2.2 Citizens' access to domestic and international media sources is not restricted by state authorities.

Access to domestic and international media sources was often sporadic due to the regulator especially at times of heightened tension during the political and military crisis. The most sensational case was Radio France International (RFI) suspended on several occasions by the National Broadcasting Board (CNCA). In 2004, the radio was suspended for 24 hours (between 15 and 16 May) subsequent to its handling of the UN report on the events of 25 March 2004.

The CNCA again suspended the French international radio station broadcasting on FM in Ivory Coast on 13 July 2005 “for the non professional reporting of information and for broadcasting false information”. The National Broadcasting Board lifted the ban on RFI on 13 May following several meetings between the two parties. An amicable settlement was reached in which RFI made commitments regarding the collecting and reporting of information on Ivory Coast.

However, on 31 January 2008, the international radio was again suspended “for failure to comply with its written and oral commitments, particularly regarding the setting up of a permanent correspondent in Abidjan”. This ban was lifted by the CNCA upon arrival of the RFI permanent correspondent Mr. Norbert Navarro on 6 May 2008.

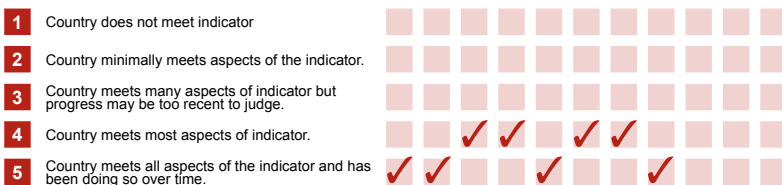
On 5 January 2007, the CNCA ordered the suspension of Africa N° 1 broadcasting on FM throughout Ivory Coast “for arrears in licence fees amounting to 22,500,000 (twenty two million five hundred thousand) CFA francs for the 2003, 2004 and 2006 fiscal years”. Under an agreement signed with the government of Gabon in June 2007, these arrears were settled. The CNCA consequently authorized the radio to resume its programmes on 20 August 2007.

Finally, the CNCA also took measures to suspend certain local radios, Radio Yopougoun in October 2001, on the grounds that the station made a live broadcast and in full of a press conference organised by Mr. Henri Konan Bédié in violation of the provisions of article 6 of decree 95-714 of 13 September 1995 establishing the operating rules of local radios: “The promoter of a local radio is prohibited from producing or broadcasting a programme of a commercial or political nature...».

The National Press Board is also fighting relentlessly against illegal publications that have been created over the past months in violation of the 2004 Act (creation of a company, registration, taxes, etc...) and in contempt of professional standards. The Board accuses these illicit publications of being illegally present on an already fragile market with legally established media outlets that rigorously comply with the obligations of the profession. The CNP has instructed printers not to run these papers under threat of penalty. In June 2008, the CNP gave GEPEC (Group of Press Editors in Ivory Coast) a 45-day moratorium for these newspapers, which are mainly published by the group, to conform to the law.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4.5

## 2.3 Efforts are undertaken to increase the scope of circulation of the print media, particularly to rural communities.

The panel was unanimous in observing that no particular effort is being made to improve the circulation of the print media nationwide, particularly in rural areas and towns that are more or less far from the capital (Man, Séguéla, etc...). Apart from main towns, the print media is not distributed in most rural areas. The print media in Ivory Coast is circulated by two main distribution companies: *Edipresse* and *Côte d'Ivoire Distribution*. However, some newspapers use other more or less formal distribution channels.

## Scores:

### Individual scores:

|   |                                                                                  |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Average score:

2.9

## 2.4 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference

In Ivory Coast, several print publications – daily newspapers or periodicals – are edited by political parties including the ruling FPI (Front Populaire Ivoirien) and the main opposition parties, particularly RDR (Rassemblement des Républicains) and PDCI (Parti Démocratique de Côte d’Ivoire). Others are sponsored or more or less officially owned by public authorities.

However, the only state-owned daily newspaper is *Fraternité Matin*. According to a panel member who worked there for 30 years at various levels of responsibility “even during the one-party era, there were no excessive interventions, just a few cases of overzealousness”. A proof-reader was hence fired without further trial of any kind for having overlooked an error in the caption of a front page photograph of the family of the late President Houphouët Boigny.

*...“even during the one-party era, there were no excessive interventions, just a few cases of overzealousness”*

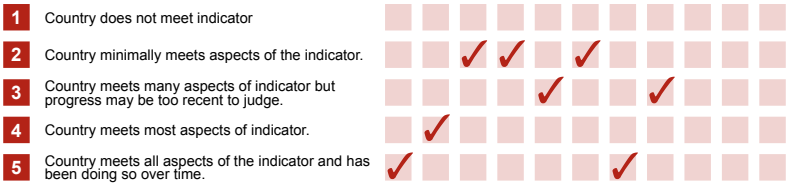
President Laurent Gbagbo prides himself on never interfering in the work of journalists except in situations beyond control.<sup>12</sup>

<sup>12</sup> “There is not one journalist who can say that I called his editorial office to dictate an article or complain about something. Yes, once, *Fraternité Matin*, a government newspaper had announced a news item in 2003 when the crisis was at its peak. It had announced the interview of a Minister who would explain why we did not enter Bouaké. I believed (this was an explanation I had given) that this would worsen the situation. I called and asked the Minister to withdraw his interview and to call *Fraternité Matin* and tell them not to publish it. But it was for reasons of peace and war. It was not for normal governance issues”. (Speech delivered by President Laurent Gbagbo at the 10th anniversary of RIARC (Network of African Communication Regulatory Authorities); official site of the President’s Office: [www.cotedivoire-pr.ci](http://www.cotedivoire-pr.ci)).

It shall, however, be noted that there are no special legal or regulatory provisions that expressly protect the state-owned daily newspaper from undue political interference.

Scores:

Individual scores:



Average score: 1.0

2.5 Adequate competition legislation/regulation seeks to prevent media concentration and monopolies

It shall be recalled that the publication of a newspaper or a periodical is unrestricted in Ivory Coast provided the promoter or the editing company complies with the law. Consequently, prior authorization is not required to establish a newspaper and there are no limits set by the legislator regarding ownership, concentration, monopoly or competition.

Broadcasting is also unrestricted within the limits set by the Broadcasting Act. However, according to the Act, “authorizations to broadcast are granted following a call for bids in the case of commercial radio and television networks or a call for candidates in the case of not-for-profit radio and television networks” (Article 46 of Act 2004-644). The CNCA publishes the list of available frequencies as well as the call for bids or candidates. Only registered businesses or declared associations may submit bids. A committee reviews the bids received and submits its report to the CNCA for a final decision. There is no specific legislation on competition, media concentration and monopoly. However, one of the Committee’s selection criteria is the “diversification of operators and the need to avoid abuse of dominant position as well as practices that inhibit competition”.

## Scores:

### Individual scores:

|   |                                                                                  |   |   |   |   |   |   |   |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|--|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  | ✓ |   | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                |   | ✓ |   |   |   |   |   |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |   |   |   |   |   |   |   |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         |   |   |   |   |   |   |   |  | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |   |   |   |   |   |   |   |  |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Average score:

1.5

## 2.6 Government promotes a diverse media landscape with economically sustainable and independent media outlets.

As a whole, panel members acknowledge that the firm commitment of the Ivorian State Authorities to create an encouraging media landscape is clearly illustrated in the prevailing legal and regulatory instruments. Regarding the modalities for the issuance of an authorization to broadcast via conventional waves, the law governing the social communication sector stipulates that “the committee reviewing the bids or candidates shall assess the interest of each project for the public based on key requirements particularly the safeguarding of socio-cultural pluralism”. Besides, on the grounds of this need for a healthy environment, the government is moving cautiously as regards the liberalization of the television sub-sector.

However, this task is easier said than done. In spite of all good intentions, the broadcasting environment is characterized by the absence of private television channels and the limited number of private commercial radio stations (Nostalgie, Radio Jam). Meanwhile, there is a profusion of private non profit radio stations (local radios, rural radios, educational radios, radio ONUCI, denominational radios, etc...) with a scope of work that is more or less restrictive. For instance, local radios could not, until quite recently, air advertisements and information of a political nature. Currently, local radios may broadcast political information on the condition that at least one professional journalist is on the editorial staff and they also air commercial advertisements.

Panel members expressed satisfaction however at the concrete measures taken by the authorities to strengthen the economic viability of media outlets. Government aid to the media through the FSDP (Media development support fund) amounts, in principle, to 3.6 billion CFA francs. In reality, 1.3 billion have been allocated to

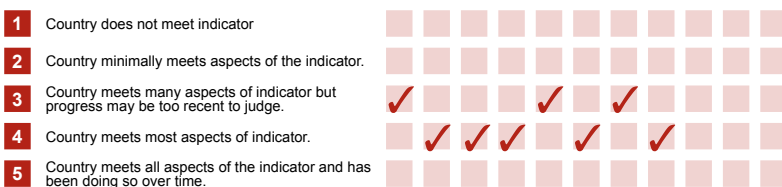


the Fund. This has caused the general outcry of part of the media. Others consider that this allocation is a significant progress even though it is far from the figures announced.

As indirect aid, the panel mentioned the fiscal amnesty and the elimination of taxes granted by the relevant authorities as well as the 3-year tax relief as of the year 2005.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 3.6

## 2.7 All media fairly reflect the voices of both women and men.

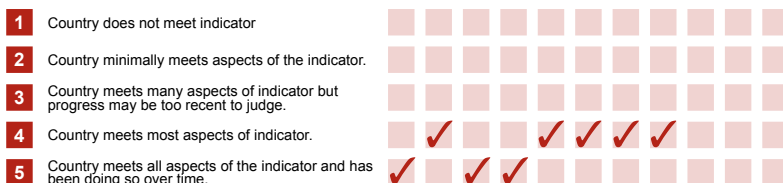
Without doubt, the presence of women in the Ivorian media industry has greatly increased. Owing to the determined action of professional associations, among others, an increasing number of women are entering the profession and holding positions of responsibility in editorial teams. As an illustration, the editor-in-chief of *Fraternité Matin* (the most widely circulated and oldest newspaper in the Ivorian media) is a woman.

Furthermore, women journalists are now taking an active interest in issues and news reporting supposedly reserved for men, as well as feature stories that were formerly incompatible with their family obligations.

There is an increasing number of women's magazines on the market.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4.4

## 2.8 All media fairly reflect the voices of society in its ethnic, linguistic, religious, political and social diversity.

The editorial content of Ivorian media unquestionably reflects the depth of the socio-cultural heritage as well as the diversity of opinions. Overall, the media also addresses various information, cultural, education and entertainment needs. The radio broadcasting environment proposes different formats from general-interest channels (national radio and local rural radios, private commercial radios, international radios) to theme-based radios: religious (examples: Notre Dame de la Paix in Yamoussoukro – Catholic; Al Bayane in Cocody – Muslim; Fréquence Vie in Cocody – Protestant), musical (Nostalgie), etc...

RTI 1, the state-owned television channel, completes the list. But numerous Ivorians lament the poor scheduling of this channel. At the handing-over ceremony of a television transmission truck to the state television in February 2009, President Laurent Gbagbo did not hesitate to express his dissatisfaction with the image that RTI portrays of Ivory Coast to the outside world<sup>13</sup>.

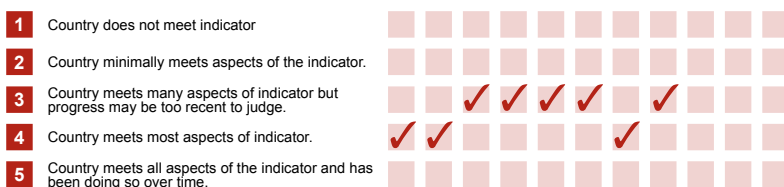
<sup>13</sup> “When we tune into a channel where people are dancing, we know we are in Africa. I am not against dancing. I just want to say that we should show more than just dancing. That is not all of Ivory Coast’s culture that we want to present to the world. What is important is to capture the culture of each region. We can make significant cultural programmes ourselves. We have to fill-in our programme grids ourselves... I have asked the Minister of the Interior to create about ten regions. There will be an RTI office in each region to better promote our cultural values. We need a television that reunites all Ivorians. Hence nobody will feel frustrated. The equality of all the children of Ivory Coast before the television, for me, will be the greatest reform”

Access to state media is not restricted by the government authorities. However, the panel noted that in the political arena, declarations of opposition party members are often “commented” by journalists whereas those of the ruling party members or its supporters are broadcast unedited.

On the other hand, the Freedom of Expression landscape made available by the state media is not entirely or adequately used by the beneficiaries. For this reason, during the 2000 elections, the daily government newspaper *Fraternité Matin*, had to publish blank pages for lack of content and projects from certain opposition candidates to whom these pages were dedicated or due to the vicious or illegal nature of the language used by the latter.

## Scores:

### Individual scores:



Average score: 3.4

## 2.9 The country has a coherent ICT policy, which aims to meet the information needs of all citizens, including marginalised communities.

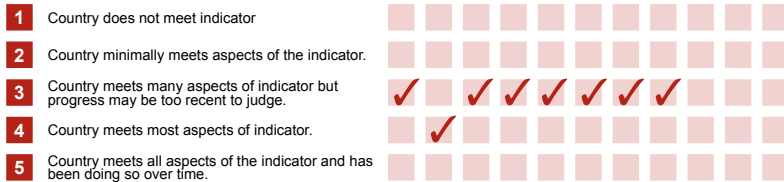
The legal and regulatory framework in the information and technology field in Ivory Coast is yet to be completed. A sectoral policy document is about to be adopted. However, a telecommunications Act is already in effect and the government has prepared an action plan in the ICT field. The government has besides set up an adapted institutional framework. The telecommunications sector is regulated by two independent bodies and a VITIB (Information technology and Biotechnology Village) was established in Grand Bassam within the framework of promoting ICTs.

However, access to technology could be improved particularly in rural areas. Connection fees and the cost of communication tools and services are high for

most of the population. In the capital, internet connection in cybercafés cost 250 CFA (approx. 0.60 U\$) per hour on average.

## Scores:

Individual scores:



Average score: 3.1

**2.10 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.**

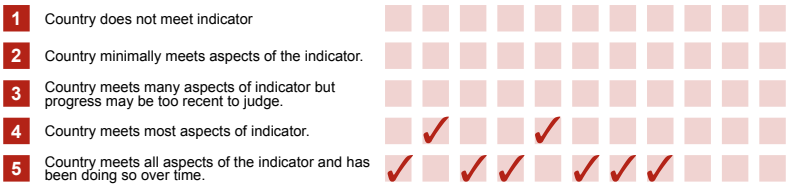
The government does not openly give orders to advertisers that are under the authority of the State. “It is more subtle than that” says a panel member. In actual fact, it seems that these advertisers practice “self-censorship” by refraining from placing advertisements with media believed to be too critical of the ruling party. As a consequence, a hefty part of the financial windfall is directed towards media whose editorial line is more favourable to the government or ruling parties. Inevitably, the national daily *Fraternité Matin* has the most significant share of the advertisement market.

Therefore, in order to avoid any influence apart from political orientation or of any other nature, certain partisan newspapers (*Notre Voie, Le Patriote, Le Matin d'Abidjan, Le Courrier, Le Temps, etc.*...) do not rely on advertisements but on subsidies from political organisations and personalities whose cause they are advancing.

Nonetheless, in the most common economic model advertisement is the main source of income, representing about 70% of the turnover.

Scores:

Individual scores:



Average score: 4.8

2.11 The advertisement market is large enough to support a diversity of media outlets.

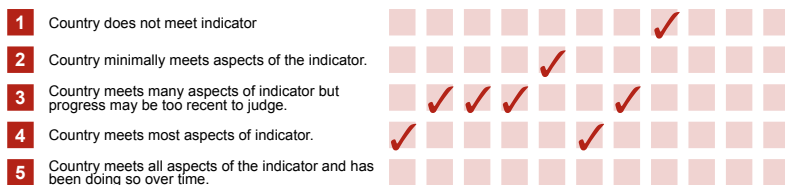
Like the advertising market in the West African sub-region, that of Ivory Coast also lacks clarity in the absence of reliable statistical data and updates. As far as certain panel members could recall, it was several billion CFA francs in 1996. According to them, it could at that time really support a diversity of media outlets. The volume of the advertising market according to a panel member considerably dropped in 2004.

Currently, the most recent estimates value the market at over 22 billion CFA francs, and it is in constant progression. The communication budget of telephone companies represent about 30 to 40% of the market. However, the media (print, radio and TV) have to bitterly fight for this fortune with other advertising modes, particularly bill boarding and to a lesser extent, the internet. Moreover, the distribution of market shares among the different media categories is another challenge to ensure the viability of media outlets.

To this effect, about ten advertisement management and advisory agencies are active on the market. In 2007, the Higher Council on Advertisement approved 25 agencies and over 60 editors including most newspaper editing companies, the RTI1 controller and certain private radio stations.

## Scores:

Individual scores:



Average score: 2.8

Average score for sector 2: 3.4



# SECTOR 3:

**Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.**



**Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.**

**3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.**

The Broadcasting Act 2004-644 was adopted on 14 December 2004 and enacted on 31 December of the same year. It has since been fully effective and implemented in practice.

Chapter II of Title IV of this Act relates to private commercial radio broadcasting (articles 79 to 82), private non-profit radio broadcasting (articles 83 to 86), and non domestic broadcasting (articles 87).

Private commercial television broadcasting is discussed in articles 88 to 92. The Act also regulates private non-profit television broadcasting in its articles 95 to 95. Twenty (20) articles of this Act are dedicated to the state broadcaster.

**Scores:**

**Individual scores:**

|          |                                                                                  |                                                                                     |
|----------|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>1</b> | Country does not meet indicator                                                  |  |
| <b>2</b> | Country minimally meets aspects of the indicator.                                |  |
| <b>3</b> | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |  |
| <b>4</b> | Country meets most aspects of indicator.                                         |  |
| <b>5</b> | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |  |

**Average score:** 4.9

### **3.2 Broadcasting is regulated by an independent body adequately protected by law against interference whose board is appointed - in an open way - involving civil society and not dominated by any particular political party.**

The National Broadcasting Board is established by the Broadcasting Act 2004-644. Its organisation and operation are regulated by decree 2006-278 of 23 August 2006. The panel considers that the broadcasting regulator is adequately protected by law.

Article 27 of the Act establishing the CNCA stipulates that the six-year term of office of Board members “... can neither be revoked nor renewed”. Other than the irrevocability of the term of office of its members, the CNCA is independent in its management as its chair “authorizes the expenditures of the institution” (article 44 of Act 2004-644). The resources necessary for the operation and equipment of the CNCA are determined by the body itself and submitted to the authorities for inclusion in the national budget. CNCA receives funding exclusively from government subsidies and the contributions of frequency authorization holders, i.e. a maximum of 2.5% of their turnover payable as of their 24th month of operating the frequency.

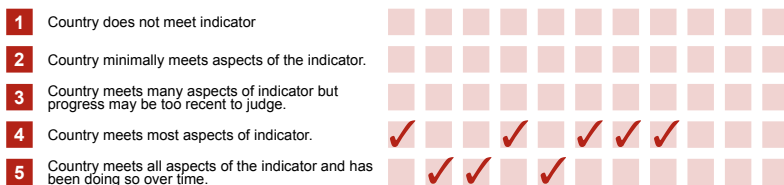
Though they recognize that the law protects the CNCA in a number of ways, certain members of the panel representing civil society are more careful as to the involvement of civil society in the nomination of its members. For one of the panel members however, the sole presence of civil society representatives on the board of the regulatory body is proof of consultation.

The CNCA is composed of 12 members including a high-level communications professional appointed by the President of the Republic, two qualified persons appointed by the Speaker of the National Assembly, a representative of organisations protecting human rights and a top-level and experienced legal expert, a magistrate appointed by the Judiciary Council, a person appointed by the President of the Economic and Social Council, a representative of consumer associations appointed by the group of consumer associations, a qualified person appointed by the Minister of Communication, five qualified persons appointed by professional bodies working in the broadcasting sector including a broadcast journalist, a professional in radio broadcasting, a professional in television broadcasting, a media engineer and a telecommunications engineer.

This prompted a panel member say: “it is clear that there is no domination of a political party”.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4.4

## 3.3 The body regulates broadcasting services and licenses in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

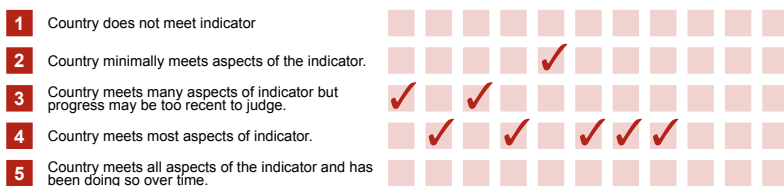
Among other missions, the National Broadcasting Board is in charge of “guaranteeing access and the fair treatment of institutions of the Republic, political parties, associations and citizens to official information and communications bodies”.

As part of its mandate, each month the CNCA assesses the air time given to the different political and social forces (political parties, political support movements, civil society and unions) on Channel one (RTI), TV2, the national radio, the second public radio channel and on Radio ONUCI (institutional radio of the United Nations mission in Ivory Coast).

Though the panel admits that the regulator is quite successful in ensuring diversity, it is doubtful as to the issue of fair access. Certain participants question that addresses made by the President of the Republic are not taken into account when determining air time.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

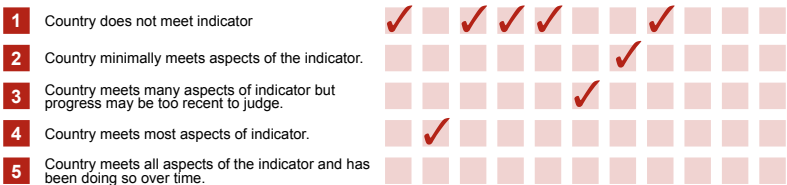
3.5

**3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through a board representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.**

The Board of Directors of RTI (Ivorian radio and television network) is not a reflection of the diversity of the Ivorian society, nor is it accountable to the public, nor are its members appointed in a democratic manner. Of the 12 board members, 10 are appointed by government institutions (President of the Republic, Speaker of the National Assembly, Prime Minister) and ministerial departments (Communication, Economic Affairs and Finance, Education, Labour, Culture, Telecommunications, Defence). The civil society and the RTI staff each have a representative.

**Scores:**

Individual scores:



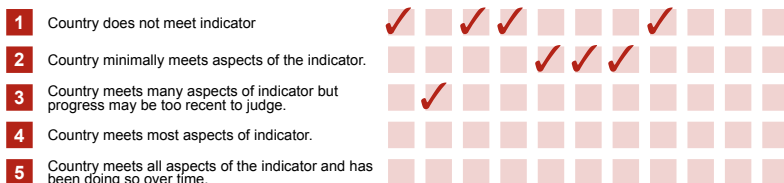
Average score: 1.8

**3.5 Office bearers with the state and political parties as well as those with a financial interest in the broadcasting industry are excluded from possible membership on the board of the state/public broadcaster.**

Members of the RTI Board of Directors are certainly not known to have financial interests in the broadcasting industry. If so, they are not supposed to sit on the board. But, based on their positions as high-level civil servants and “senior office bearers with the state”, representatives of government institutions and ministries (10 out of 12 members) are often “civil servants appointed to political positions and members of political parties”.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

1.6

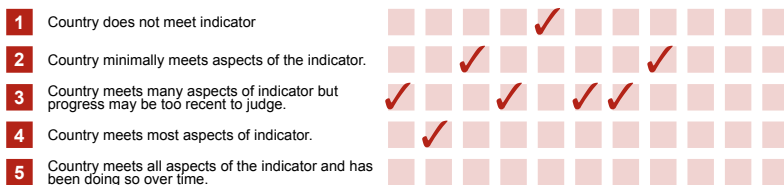
## 3.6 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practiced.

The missions and obligations of RTI in terms of information and other programmes are defined in the specifications section attached to the public service broadcasting agreement signed between the State and the broadcaster. However, certain members of the panel differ on the degree to which the terms of these specifications are applied.

However, there was a consensus on the fact that the Ivorian Public Broadcaster is not at equidistance of the different political families and of religious and other lines of thought. Certain panel members particularly note the significant disproportion between Christian and Muslim programmes. The reasons of this asymmetry are to be determined.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

2.6

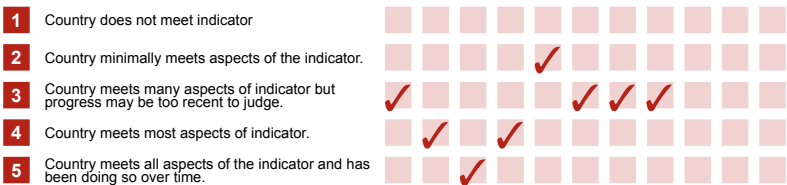
**3.7 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from arbitrary interference through its budget and from all commercial pressure.**

The Ivorian Radio and Television Network (RTI) is a state-owned enterprise that functions as a business corporation. The Broadcasting Act stipulates that “the State owns the entire capital of public sector institutions”. In this regard, the state authorities sign 4-year results-based contracts. Article 140 of Act 2004-644 stipulates that these contracts must define certain obligations of the public broadcaster and particularly “its priority development areas, the cost estimate of its activities for each of the years concerned as well as the identified quantitative and qualitative performance and results indicators, the amount of government funds it will be allocated, the expected programme generated income particularly from advertisements and sponsorships, the economic prospects for services in exchange of which payments will be made”.

RTI’s main funding sources are: government subsidies, advertisements, television fees. However, RTI funding by the public, i.e. 2,000 CFA francs collected through the electricity bill, is no longer transferred to RTI. As a consequence, the Ivorian national television has for some years been going through a structural financial crisis and has regular cash flow problems.

**Scores:**

**Individual scores:**



Average score: 3.4



### 3.9 The state/public broadcaster offers diverse programming formats for all interests.

With regard to public broadcasting bodies, Act 2004-643 stipulates that they will “... offer the public, taken in its entirety, a set of programmes and services characterized by their diversity and pluralism, their quality and innovation requirements, their respect of the individual’s rights and the democratic principles defined in the Constitution”.

The obligations of RTI in terms of programming are clearly indicated in the specifications section attached to the public service broadcasting agreement signed between the State and the broadcaster. According to article 2 of the specifications section, “the licensee, in conformity with the information, education, cultural enhancement and entertainment mission it has been assigned by decree 93-225 of 10 February 1993 on the creation of the company entitled Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI), shall develop its programmes with a view to providing information, education, cultural enhancement and entertainment to all components of the Ivorian population”.

*“We are emerging from a difficult period and need to know each other better. But what do we see? Nothing but telenovelas!”*

The panel believes that in reality, RTI’s entertainment programmes far outweigh information and development programmes as well as productions such as documentaries. “We are emerging from a difficult period and need to know each other better. But what do we see? Nothing but telenovelas!” laments a panel member.

Civil society members regret that there are hardly any educational programmes on citizenship or peace.

#### Scores:

##### Individual scores:

|   |                                                                                  |                                                                                     |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  |  |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                |  |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |  |

Average score: 2.1



### 3.10 The state/public broadcaster offers balanced and fair information in news and current affairs, reflecting the full spectrum of diverse views and opinions.

The editorial positioning of RTI regarding political and social forces that are part of the Ivorian landscape is largely dependent on the socio-political environment. During the most critical moments of the national crisis, RTI became a perfect propaganda tool for the ruling party. This was the case during the November 2004 events with the siege of RTI by the “Young Patriots” occurring alongside with the start of “Operation Dignity” launched by the Ivorian National Armed Forces to regain control of the North. Supporters of President Gbagbo had also installed, by force, a new management team (Executive Officer and Board Chairman) and a team of editors and news casters who were in complete support of President Gbagbo and his government.

In the wake of these events, the three opposition parliamentary groups (PDCI-RDA, UDPCI and Solidarité) condemned in a communiqué the hostage-taking and muzzling of state media.

And even when there is a general climate of conciliation, RTI, according to panel members, finds it difficult to remain impartial when providing information including non-political information.

Information that deserves the attention of all professional media outlets is often ignored by RTI. However, information on further developments relating to this event is reported as soon as a state authority expresses an opinion on the issue.

The CNCA publishes a monthly monitoring report indicating the air time given to political parties, political support movements, civil society and unions on public broadcasting media (RTI1, TV2, National radio) and on Radio ONUCI.

#### Scores:

##### Individual scores:

|   |                                                                                  |   |  |   |   |   |  |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|---|--|---|---|---|--|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  |   |  |   |   | ✓ |  |   |   | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                | ✓ |  |   | ✓ | ✓ |  | ✓ | ✓ |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |   |  | ✓ |   |   |  |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         |   |  |   |   |   |  |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |   |  |   |   |   |  |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Average score:

1.9

**3.11 The state/public broadcaster offers as much diverse and creative local content as economically achievable.**

Despite the significant proportion of local content on its grid, RTI programmes are not a shining example of diversity and creativity. And this is not due to a lack of human resources or quality equipment. One of the reasons put forward by a panel member is the lack of financial means for production.

Nonetheless, the panel acknowledges the remarkable creativity of RTI in terms of sports and musical content;

**Scores:**

**Individual scores:**

|   |                                                                                  |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Average score: 2.0

**3.12 Community broadcasting enjoys special promotion given its potential to broaden access by communities to the airwaves.**

According to the panel, a distinction must be made between the different categories of community broadcasting (private non-profit, municipal, denominational, rural, educational radios, etc.).

Special specifications were prepared for local radios (private non-profit radios). Compared to those of private commercial radios, these specifications are relatively soft. The prohibition to broadcast political information was lifted for radios that have at least one professional journalist on their editorial staff. Advertising is also partially authorized.

Scores:

Individual scores:

|   |                                                                                  |                                                                                                                                                 |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      | <div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div><div></div></div> |

Average score: 3.9

Average score for sector 3: 2.9

# SECTOR 4:

The media practice high levels of professional standards.

## The media practice high levels of professional standards.

### 4.1 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by self-regulatory bodies that deal with complaints from the public.

The Ivorian media adopted on 29 August 1992, at the initiative of UNJCI, a Code of Professional Conduct for Journalists. This code reproduces the universal standards of journalism applied in the world's largest democracies.

Between 1995 (year during which the Observatory on Press Freedom, Ethics and Deontology, OLPED, was created) and 2000, the Ivorian media endeavoured to comply with the ethics and professional standards of the code. Most Ivorian journalists tried not to be caught by the self-regulatory body.

However, since the political and military crisis experienced by the country, the media has given less importance to ethics, deontology and professional standards. According to OLPED, observation of the media over the past 14 years indicates that journalists do not generally comply with the standards. However, they do not fuss about appearing before a peer tribunal and, if necessary, make up for any wrong they may have caused a third party. But OLPED notes that the plaintiffs find it very difficult to get the media to respect their right of reply.

In order to ensure a more rigorous control and to better analyse media content, OLPED constantly updates its listening and reading grid. As a sign of this commitment, the number of points (violations of ethics and deontology) has risen from 6 to 21 over the past few years.

Regulatory bodies are also stepping up their action against the recurrence of failure to comply with ethical and professional standards. On 15 April 2009, the National Press Board decided, through a self-initiated procedure, to ban the publication of the daily newspaper *Le National* for a month, from 20 April to 19 May 2009. The newspaper had, a month before, published a particularly offensive article on a citizen. In fact, the National Press Board (CNP) was compelled to take action against this newspaper which had taken to publishing “very insulting, libellous and defamatory” articles against authorities, business executives and even media managers.<sup>14</sup>

<sup>15</sup> In May 2009, it was a certain number of headlines considered as incendiary and incitements to violence and hatred that caught the attention of CNP members who noted that “since the announcement of the date of the presidential elections, the press, through its publications, is constantly instigating and feeding the social tension, and hence breaking off its own commitments to basically preserve an appeased social climate necessary to properly conduct operations to end the conflict”.

In 2007, the National Press Board had to make an “appeal for the professional reporting of information” following violent demonstrations in the Marcory (Abidjan) neighbourhood in reaction to a newspaper article on the death of a house worker beaten by her boss. The CNP stated in its press release that “certain newspapers, in their Thursday 21 June 2007 edition, reported that the house worker was dead whereas she is well and truly alive. This information, published without being verified in the least, could have had more serious consequences on the social climate, on the lives and properties of the community to which the accused person belongs”.

## Scores:

### Individual scores:

|          |                                                                                  |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|----------|----------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| <b>1</b> | Country does not meet indicator                                                  |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>2</b> | Country minimally meets aspects of the indicator.                                | ✓ |   |   | ✓ |   | ✓ | ✓ | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>3</b> | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |   | ✓ | ✓ |   | ✓ |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>4</b> | Country meets most aspects of indicator.                                         |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| <b>5</b> | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Average score:

1.3

## 4.2 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

Like the Ivorian media in general, reporting is a victim of the collusion between journalism and politics. Inexplicable differences may appear in the reports of several journalists on the same news item. This tendency is particularly perceived in the reporting of public demonstrations. The number of demonstrators may vary from a few thousand to several hundred thousand depending on the newspaper. It was therefore that during a famous gathering at the Place de la République, a protest which started off with 5,000 individuals, based on the most cautious estimate, was transformed – through the mere presence of onlookers – to a huge demonstration of almost a million individuals. There seems to be a real problem in the standard of reporting such information by journalists.

Furthermore, the National Press Board has, over the past few months, sounded the alarm regarding the standard of reporting in newspapers. In its press release of 19 January 2009, the press regulator expressed its surprise at the dissimilarities noted in the description of two events that occurred a few days before: the malaise of Mr. Henri Konan Bédié in Tiapoum and the confrontation between students of the Adjamé university campus and the neighbourhood residents. “In reading all

of these newspaper reports, the National Press Board (CNP), like several Ivorians, wonders if it is the same events that are being narrated given the overwhelming dissimilarities in reporting.

The CNP notes that these inconsistencies are a result either of the incompetence of our press reporters or the ill intent of the editorial teams”.

In order to promote a journalism of quality, UNJCI launched twelve years ago, the Noël X. Ebony Excellence Award. In the 2009 edition, an award will be given for the best report: the “Joseph Diomandé Special Award”. The National Press Board also organised in May 2009 the fourth edition of the CNP Awards namely: the Golden Quill, Silver Quill, Bronze Quill and the Special Award won respectively by *Nord-Sud*, *Gbich*, *le Nouveau Reveil* and the *Olympe* Group.

## Scores:

### Individual scores:

|   |                                                                                  |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  |   |   |   |   | ✓ |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |   | ✓ | ✓ | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Average score:

1.9

## 4.3 The media cover the full spectrum of events, issues and cultures, including business/economics, cultural, local and investigative stories.

There is practically no sector of the national life that is not covered by the Ivorian media, “not even the most unusual subjects”. There are even “pornographic” magazines, while the law compels editors and distributors to package such publications for distribution.

Unfortunately, all media outlets cannot afford to conduct thorough investigations for lack of human and financial resources as well as sufficient logistical means. The daily newspaper *Fraternité Matin* has a long tradition of investigative journalism but this seems to be disappearing. It appears that the newspaper *Nord-Sud* has taken up the torch. The daily newspaper *Soir Info* is distinguished by its enquiries.

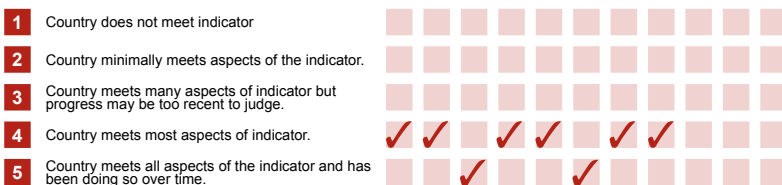




Notwithstanding, certain taboos are still deeply rooted; sexual orientation for instance. Like the rest of the society in general, the Ivorian media is clearly uncompromising on the issue of homosexuality. “There are homosexuals in the profession, but we do not talk about them” acknowledges a panel member.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

4.3

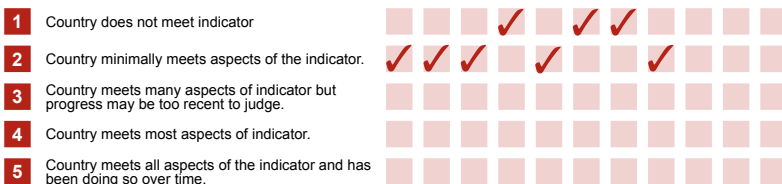
## 4.5 Journalists and editors do not practice self-censorship.

*...a distinction must be made between self-censorship and the “responsibility that compels not to publish certain information”*

According to the panel, a distinction must be made between self-censorship and the “responsibility that compels not to publish certain information”. Certain journalists and editors sometimes practise self-censorship and do not publish useful information for unspoken reasons.

## Scores:

### Individual scores:



Average score:

1.2

## 4.6 Owners of established mainstream private media do not interfere with editorial independence.

The characteristic of the private media in Ivory Coast is that it is mainly owned and managed (even at a distance) by politicians. Most private media outlets are actually controlled by politicians, says a panel member. But, according to another panel member, even in media houses that belong to non-political persons, the owners do not hesitate, where necessary, to sacrifice editorial independence for personal friendships and economic interests of their companies. Besides, in the opinion of a participant, this economic dependence is the worst form of dependence.

### Scores:

#### Individual scores:

|   |                                                                                  |   |   |   |   |   |   |   |  |   |  |  |  |  |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|--|---|--|--|--|--|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  |   | ✓ |   | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |  |   |  |  |  |  |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                | ✓ |   | ✓ |   |   |   |   |  | ✓ |  |  |  |  |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |   |   |   |   |   |   |   |  |   |  |  |  |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         |   |   |   |   |   |   |   |  |   |  |  |  |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      |   |   |   |   |   |   |   |  |   |  |  |  |  |

Average score: 1.3

## 4.7 Journalists and media have integrity and are not corrupt.

Panel members agree that corruption remains widespread in the Ivorian media and exists under varied forms and at different levels. The mere per diem more or less solicited by journalists to cover an event to the millions of CFA bribes paid to editors and owners for stories and other favours have warranted a rich vocabulary for bribery, the one more colourful than the other (words such as communiqué final, gombo, etc.)

The issue of corruption and blackmail in the media is not new. At the onset of the “media springtime” and even during the one-party rule, journalists and media outlets did not hesitate to resort to blackmail. For instance, certain newspapers announced headline news regarding alleged scandals and then sold their silence to the presumed culprit under the threat of publishing the article in its subsequent editions.

As regards per diems, this practice has been institutionalized.

However, since the establishment of the self-regulatory body (OLPED) and the National Union of Journalists in Ivory Coast, the phenomenon is being tackled at all levels. Forums have been organised to analyse and address the issue. Certain media outlets have also put in place internal solutions. RTI, considered as one

*...“there is a main  
briber: civil society, the  
public in general”*

of the media outlets most affected by this phenomenon, has hence improved the resources of its editorial teams to shield journalists from the per diem issue. In return, the management is uncompromising with non-complying employees.

Regarding the perception and the analysis of the corruption phenomenon in the media, opinions are divided between the media professionals on the one hand and civil society representatives on the other hand.

Some panel members mention factors such as the low level or even the absence of salaries in certain media outlets. But for one of the journalists sitting on the panel, “there is a main briber: civil society, the public in general”. The unjustified payment of per diems has been established as a rule and is part of the habits of citizens “they pay even when journalists do not ask them”. Event organisers act this way to “position” their information in the media. Besides, some consider that “giving to a journalist who is investigating on his own and is sensitive is not corruption”. Professional associations of journalists appeal to civil society organisations to help clean-up the media environment.

In this regard, the panel suggests that citizens contact the management of newspapers whose journalists, in contempt of professional ethics and code of conduct, are guilty of reprehensible practices. Certain examples cited by panel members actually show that corruption is more often practised without the knowledge and against the will of the management. Unacceptable actions involving journalists must also be replaced by acceptable institutional support (advertisements, equipment, etc...).

## Scores:

Individual scores:

[illegible]

**Average score:**

1,4



## 4.9 Media professionals have access to training facilitates offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

The availability of training programmes in journalism and communication has greatly improved over the past few years in Ivory Coast. ISTIC (Institute of Information and Communication Science and Technology) was established in 1992 with the fusion of RTI's Studio Ecole and the Broadcasting production centre. Other university training centres have since emerged: UFR – SMC (Training and Research Unit – Society, Environment, Communication) of the University of Bouaké, CERCOM (Communication Teaching and Research Centre) of the University of Abidjan, ISCOM (Higher Institute of Communication) at the Catholic University of West Africa and Université de l'Atlantique. It shall be noted that prior to the establishment of ISTIC, professional Ivorian journalists were trained outside of the country (France, Canada, Senegal, Cameroon, etc...).

Access to training facilities by the media is globally satisfactory and the capacity strengthening of journalists is a top priority in the collective bargaining agreement. In order to facilitate access for journalists to qualification programmes, certain professional organisations and media outlets negotiate partnership agreements with training institutes. RTI and *Fraternité Matin* for instance regularly send some of their employees to ISTIC to attend diploma programmes. It is true that up till now the state media are the only media outlets with access to the public support mechanisms such as the FDSFP (Professional Training and Development Fund).

Nonetheless, UNJCI and OLPED have obtained from ISTIC the reservation of a set number of seats for their members. The training centre is also in contact with the daily newspapers Notre Voie and Le Patriote to establish similar agreements. Unfortunately, time constraints of editorial teams and of the training programmes make the implementation of such a partnership difficult.

The Olympe group ensures the in-service training of its employees (journalists and non journalists) within the framework of a partnership with EFAP (School of Communication), a member of an international network. The staff has received training on business management and English among other modules.

In addition to the classical training programmes, Ivorian journalists have several opportunities to strengthen their capacities through training seminars proposed by media sector partners. Over the past few years, several training sessions have focussed especially on covering the elections and reporting on peace and reconciliation.



The main organisations are GEPCI (Group of Press Editors of Ivory Coast), the National Conference of Publication Directors of Ivory Coast and UPPR (Union of Media Managers for the Republic).

Established in 1995, the Observatory on Press Freedom, Ethics and Deontology (OLPED) is the first media self-regulatory body in Africa. Ivory Coast served as a model to other countries in the region.

Associations and networks are as numerous and diverse as centres of interest and news items: sports, politics, culture, agriculture, environment, etc. Among these shall be cited the Network of Women journalists of Ivory Coast and the Network of On-Line Professionals of Ivory Coast (REPPELCI).

Scores:

Individual scores:

|   |                                                                                  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|---|----------------------------------------------------------------------------------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 1 | Country does not meet indicator                                                  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2 | Country minimally meets aspects of the indicator.                                |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 3 | Country meets many aspects of indicator but progress may be too recent to judge. |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 4 | Country meets most aspects of indicator.                                         |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| 5 | Country meets all aspects of the indicator and has been doing so over time.      | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ | ✓ |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Average score: 5.0

Average score for sector 4: 2.7

OVERALL COUNTRY SCORE: ?

## Follow-up questions

### Have there been positive changes in the media environment over the last two years?

- Elaboration and adoption of implementing orders relating to the organisation and operation of regulatory bodies (CNP and CNCA) in 2006
- Creation and setting up of the Media Support and Development Fund
- Liberalization of the broadcasting industry: broadcasting Act 2004-644 and the study on the liberalization of the television sub-sector (2008)
- Establishment, in 2007, of the Joint Committee in charge of issuing national professional identification cards (decree signed in 2007, first distributions in 2008)
- Effective establishment of media outlets in compliance with the Media Act 2004-643
- Concerns of the sector are better integrated by the relevant authorities
- Signing of a collective bargaining agreement in the private media sector

### Have there been negative changes in the media environment over the last two years?

- Proliferation of non representative professional associations
- Cooperation and international aid to professional associations are problematic: a decline in the funding and support to professional associations
- Challenging of the collective bargaining agreement by media employers
- Lack of both national and international scholarships for pre-service and in-service training
- Media outlets do not have a training policy



## **Positive changes: who or what has been the main cause?**

- Political commitment of relevant authorities
- Media actors professional organisations, employers, CNP, CNCA

## **What are the main obstacles for further positive change?**

- Unfavourable socio-political environment (lack of professionalism, corruption, low funding, etc...)
- Ill-adapted choice of media development priorities
- Non application of the collective bargaining agreement by media employers

## **What kinds of activities are needed over the next two years?**

- Training and information (media education) targeting civil society organisations to strengthen their understanding of the way the media operates
- Training of journalists and media managers (ICT, management, ethics and code of conduct, etc...)
- Advocacy for the application of the collective bargaining agreement
- Advocacy for the finalization of the regulatory mechanisms for the application of the 2004 Media Act
- National event for the launching of the present report

**The panel meeting was held in Grand Bassam from 21 to 23 August 2009.**

## **Panel members:**

### **Civil society**

- Dr André Banhouman KAMATE, Academic, President of the Ivorian Human Rights League (LIDHO),
- Me René BOURGOIN, Attorney, Member and Secretary General of the National Press Board (CNP)
- Dr Assana SANGARE, Pharmacist, President of the NGO Initiatives et Changement - Côte d'Ivoire (ICCI)

### **Media**

- Samba KONE, Journalist, President of the Network of African Media Self-regulatory Bodies (RIAMM), former chairman of OLPED;
- Criwa ZELI, Journalist, Chairman of the National Union of Journalists in Ivory Coast (UNJCI);
- Mrs. Virginie KOUASSI, Academic, Institute of Communication Science and Technology (ISTIC);
- Moussa ZIO, Journalist, Chairman of the Observatory on Press Freedom, Ethics and Deontology (OLPED);
- Mrs. Josiane BADET, Deputy Secretary General of the National Union of the Private Media in Ivory Coast (SYNAPPCI)

### **Rapporteur:**

Souleymane Niang, Journalist

### **Facilitator:**

Gabriel Ayité Baglo, Journalist

### Note:

[illegible]

[illegible]

### Note:

[illegible]